

**Rapport  
financier  
semestriel  
30 juin 2009**





# Sommaire

<b>1</b>	<b>Personne responsable</b> .....	<b>3</b>
	1.1. Responsable du rapport financier semestriel.....	3
	1.2. Attestation du responsable du rapport financier semestriel.....	3
<b>2</b>	<b>Rapport d'activité semestriel</b> .....	<b>4</b>
	2.1. Événements significatifs.....	4
	2.2. Tableaux de synthèse des chiffres clés.....	6
	2.3. Tableaux de synthèse de l'information sectorielle.....	8
	2.4. Carnet de commandes.....	8
	2.5. Compte de résultat.....	9
	2.7. Revue des pôles d'activité.....	13
	2.8. Flux de trésorerie.....	17
	2.9. Éléments bilanciers.....	18
	2.10. Événements postérieurs à la clôture.....	20
	2.11. Perspectives.....	20
<b>3</b>	<b>Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle - Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009</b> .....	<b>21</b>
<b>4</b>	<b>Comptes consolidés résumé au 30 juin 2009</b> .....	<b>22</b>
	4.1. Compte de résultat consolidé.....	22
	4.2. Résultat global consolidé.....	23
	4.3. Bilan consolidé.....	24
	4.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	26
	4.5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	27
	4.6. Information sectorielle.....	28
	4.7. Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2009.....	30

## Remarques générales

Le présent rapport financier contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement du groupe AREVA. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les objectifs seront atteints. Les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport financier visent aussi des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient, en cas de réalisation, avoir pour conséquence que les résultats futurs, les performances et les réalisations du groupe AREVA soient significativement différents des objectifs formulés et suggérés. Ces facteurs peuvent notamment inclure l'évolution de la conjoncture internationale, économique et commerciale ainsi que les facteurs de risques exposés dans la section 2.1. AREVA n'a pas d'obligation de mise à jour des informations prospectives contenues dans ce document, sous réserve des obligations d'information permanente pesant sur les sociétés dont les valeurs mobilières sont admises aux négociations sur les marchés réglementés.

# 1

## Personne responsable

---

### 1.1. Responsable du rapport financier semestriel

Madame Anne Lauvergeon, Présidente du Directoire d'AREVA

### 1.2. Attestation du responsable du rapport financier semestriel

“J’atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le 1<sup>er</sup> semestre 2009 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l’exercice.”

Fait à Paris, le 31 août 2009



Madame Anne Lauvergeon  
Présidente du Directoire d'AREVA

## 2.1. Événements significatifs

### 2.1.1. Faits marquants de la période

#### Dans les domaines stratégique et capitalistique

- Le Conseil de Surveillance d'AREVA a désigné Jean-Cyril Spinetta comme son Président, en remplacement de Frédéric Lemoine, démissionnaire.
- AREVA a annoncé avoir décidé d'offrir à des partenaires stratégiques et industriels l'opportunité d'entrer à son capital, à hauteur de 15 % et essentiellement par augmentation de capital. Cette augmentation de capital sera ouverte aux porteurs de certificat d'investissement. Le groupe a également lancé un projet permettant le développement de l'actionnariat salarié.

Le Conseil de Surveillance d'AREVA a demandé au Directoire de mettre en vente le pôle **Transmission & Distribution (T&D)** du groupe. Dans le cadre du processus d'appel d'offres ouvert engagé, le groupe reste attentif, en plus du prix proposé, au projet industriel et social. Selon la qualité des marques d'intérêt reçues, la décision de céder ou pas T&D et le choix d'un éventuel acquéreur seront pris avant la fin de l'année.

- AREVA envisage la cession de ses participations dans ERAMET et ST Microelectronics. Ces participations resteront en tout état de cause sous actionnariat public, compte tenu de leur caractère stratégique.
- Siemens a informé AREVA de sa décision d'exercer l'option de vente des titres du capital d'AREVA NP dont Siemens détient 34 %. Conformément au pacte d'actionnaires du 30 janvier 2001, cette notification prendra au plus tard effet le 30 janvier 2012. Par ailleurs, cet accord fixe le processus de valorisation des actions cédées.
- Siemens a annoncé la signature d'un accord portant sur la création d'une coentreprise dans le domaine du nucléaire avec Rosatom.
- AREVA a signé avec le gouvernement du Niger la convention minière lui attribuant le permis d'exploitation du gisement minier d'Imouraren. L'accord prévoit une répartition capitalistique de 66,65 % pour AREVA et de 33,35 % pour l'État du Niger dans la société créée en vue de l'exploitation du gisement.
- AREVA a signé un accord de coopération avec la République démocratique du Congo portant sur la recherche et l'exploitation future de gisements d'uranium.
- AREVA a signé un accord industriel avec la République de Namibie dans l'optique de la création d'une société commune d'exploitation minière débouchant sur de futures exploitations d'uranium.
- AREVA a signé avec les compagnies japonaises Kansai et Sogitz un accord sur la prise d'une participation de 2,5 % au capital de la holding de la Société d'Enrichissement du Tricastin (SET), société qui exploite l'usine d'enrichissement Georges Besse II.
- AREVA et KHNP ont signé un accord portant sur la prise d'une participation de 2,5 % de l'électricien sud-coréen au capital de la holding de la Société d'Enrichissement du Tricastin (SET), laquelle exploite l'usine d'enrichissement Georges Besse II.
- AREVA et USEC ont signé un accord pour mettre fin au différend qui les opposait depuis plus de 7 ans au sujet de la fourniture de services d'enrichissement français aux Etats-Unis ainsi qu'aux allégations de dumping lancées par USEC.
- Mitsubishi Heavy Industries (MHI), AREVA, Mitsubishi Materials Corporation (MMC) et Mitsubishi Corporation (MC) ont signé un pacte d'actionnaires relatif à la constitution de leur coentreprise spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de combustible nucléaire.
- AREVA et Nuclear Power Corporation of India Limited (NPCIL) ont conclu un protocole d'accord permettant d'initier la coopération technique entre NPCIL et AREVA afin de travailler sur l'implantation de deux à six réacteurs EPR à Jaitapur. Il prévoit aussi la fourniture de combustible pendant toute la durée de vie de ces réacteurs.
- Le Président de la République française a annoncé la construction d'un deuxième réacteur EPR en France. Ce nouveau réacteur, dont la construction devrait commencer en 2012, sera le cinquième mis en chantier dans le monde après celui d'Olkiluoto 3 en Finlande, de Flamanville 3 en France et de Taishan 1 et 2 en Chine.
- Les électriciens ENEL et EDF ont annoncé leur intention de développer conjointement une flotte d'au moins quatre réacteurs EPR sur le territoire Italien.
- AREVA, Duke Energy et UniStar Nuclear Energy sont entrés en négociation pour développer un réacteur EPR dans l'Ohio.
- AREVA et la société russe VNIAES ont signé un accord de coopération dans le domaine du contrôle-commande de sûreté.
- AREVA a signé avec la société Wetfeet Offshore Windenergy un protocole d'accords pour la fourniture de 80 éoliennes M5000 destinées au parc éolien offshore Global Tech I pour un montant de plus de 700 millions d'euros.

### Dans le domaine industriel

- Le Président de la République du Niger et Anne Lauvergeon ont posé la première pierre du complexe minier d'Imouraren.
- AREVA a inauguré la première cascade de centrifugeuses de l'usine d'enrichissement d'uranium Georges Besse II, dont la première production d'uranium enrichi est attendue dès cette année.
- Afin d'accompagner son fort développement à l'international, AREVA a annoncé le renforcement de la capacité de production de son usine de Chalon/Saint-Marcel en France. Le nouvel investissement réalisé dans les prochaines années permettra d'accroître la capacité de production annuelle d'environ 1,7 équivalent EPR aujourd'hui, à 2,7 en moyenne.
- AREVA a inauguré huit usines dans la **Transmission & Distribution** sur trois sites industriels en Inde. Ces inaugurations marquaient l'aboutissement d'un investissement de près de 150 millions d'euros, encouragé par la demande croissante en équipements électriques et services du marché indien.

### Dans le domaine commercial

- Les contrats signés au cours du semestre et enregistrés dans le carnet de commandes à fin juin 2009 sont indiqués dans la section 2.7 (Revue des pôles d'activités), dans la performance du 1<sup>er</sup> semestre 2009.

#### 2.1.2. Transactions avec les parties liées

---

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 14 des Annexes aux comptes consolidés semestriels.

#### 2.1.3. Facteurs de risque

---

Les risques et incertitudes significatifs auxquels le groupe est confronté sont décrits dans la Section 4 "Facteurs de risques" du Document de Référence 2008, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et disponible sur son site internet ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) ainsi que sur celui de la Société ([www.aveva.com](http://www.aveva.com)). Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent Rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le groupe sur la fin de l'exercice en cours et il n'est pas anticipé d'incertitudes ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans le Document de Référence.

## 2.2. Tableaux de synthèse des chiffres clés

### 2.2.1. Indicateurs financiers

(en millions d'euros)	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Carnet de commandes	48 876	38 123	+ 28,2 %
Chiffre d'affaires	6 522	6 168	+ 5,7 %
Marge brute	889	1 281	- 30,6 %
% du chiffre d'affaires	13,6 %	20,8 %	- 7,2 pts
Excédent brut d'exploitation (EBE)	459	863	- 46,8 %
% du chiffre d'affaires	7,0 %	14,0 %	- 7,0 pts
Résultat opérationnel	16	539	- 523
% du chiffre d'affaires	0,2 %	8,7 %	- 8,5 pts
Résultat financier	212	213	- 0,5 %
Résultat net, part du groupe	161	760	- 599
% du chiffre d'affaires	2,5 %	12,3 %	- 9,8 pts
Investissements opérationnels nets	(618)	(455)	- 162
Cash-flow opérationnel avant IS	(1 115)	(521)	- 594
Dividendes versés	(313)	(319)	+ 6

(en millions d'euros)	30 juin 2009	31 décembre 2008	Variation 2009/2008
Endettement net fin de période	6 414	5 499	+ 16,6 %
dont put SIEMENS	2 049	2 049	-

### 2.2.2. Définitions des indicateurs financiers

**Carnet de commandes** : le carnet de commandes est valorisé sur la base des commandes fermes, à l'exclusion des options non confirmées, évaluées aux conditions économiques de la fin de période considérée. Les commandes en devises faisant l'objet d'une couverture de change sont évaluées au taux de change de couverture ; les commandes en devises non couvertes sont évaluées au taux de change du dernier jour de la période considérée. La valorisation des commandes d'uranium est basée sur le cours de clôture des indices spot et long terme de référence. En ce qui concerne les contrats comptabilisés selon la méthode de l'avancement, en cours de réalisation au moment de la clôture, le montant inclus dans le carnet de commandes correspond à la différence entre, d'une part le chiffre d'affaires prévisionnel du contrat à terminaison, et d'autre part le chiffre d'affaires déjà reconnu sur ce contrat ; il inclut par conséquent les hypothèses d'indexation et de révision de prix contractuelles prises en compte par le groupe pour l'évaluation du chiffre d'affaires prévisionnel à terminaison.

**EBE (Excédent Brut d'Exploitation, ou EBITDA)** : l'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels (à l'exception des provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant). L'EBE est retraité de façon à exclure le coût des obligations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice, ainsi que les soultes versées ou à verser à des tiers au titre du démantèlement des installations. Pour mémoire, les flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle sont présentés séparément.

**Flux des opérations de fin de cycle** : cet indicateur traduit l'ensemble des flux de trésorerie liés aux obligations de fin de cycle et aux actifs de couverture de ces obligations. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- revenus du portefeuille d'actifs de couverture ;
- trésorerie issue des cessions d'actifs de couverture ;
- minorés des acquisitions d'actifs de couverture ;
- minorés des dépenses relatives aux obligations de fin de cycle effectuées au cours de l'exercice ;
- soultes reçues au titre du démantèlement des installations ;
- minorées des soultes versées au titre du démantèlement des installations.



**Cash-flow opérationnel libre** : il représente le montant des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles. Cet indicateur s'entend "avant IS". Il est égal à la somme des éléments suivants :

- l'EBE (ou EBITDA), hors opérations de fin de cycle ;
- augmenté des moins-values ou minoré des plus-values sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel ;
- augmenté de la réduction ou minoré de l'augmentation du besoin en fonds de roulement opérationnel entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (hors effet des reclassements, des écarts de conversion et des variations de périmètre) ;
- minoré du montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations des comptes fournisseurs d'immobilisations ;
- augmenté des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel, nettes des variations des comptes de créances sur cessions d'immobilisations ;
- augmenté des avances clients sur immobilisations reçues au cours de l'exercice ;
- augmenté des acquisitions (ou cessions) de sociétés consolidées (hors entreprises associées).

**Besoin en fonds de roulement opérationnel (BFRO)** : le BFRO représente l'ensemble des éléments d'actifs circulants et des dettes directement liées aux opérations. Il comprend les éléments suivants :

- stocks et en cours ;
- clients et comptes rattachés ;
- avances versées ;
- autres créances d'exploitation, produits à recevoir, charges constatées d'avance ;
- moins : fournisseurs et comptes rattachés, avances reçues sur commandes (à l'exclusion des avances portant intérêt), autres dettes d'exploitation, charges à payer, produits constatés d'avance ;

N.B. : il n'inclut pas les créances et dettes hors exploitation, telles que notamment les dettes d'impôt sur les sociétés, les créances sur cessions d'immobilisations et dettes sur acquisitions d'immobilisations.

**Dettes nettes** : cette rubrique inclut les dettes financières courantes et non courantes qui incluent les avances portant intérêt reçues des clients et les options de ventes des actionnaires minoritaires sous déduction des disponibilités, les comptes courants financiers, les titres détenus aux fins de transaction et les autres actifs financiers courants. Les actifs financiers classés en "Titres disponibles à la vente" sont exclus du calcul de la dette nette.

### 2.2.3. Indicateurs AREVA Way extra-financiers

(en millions d'euros)	T2 2009	T1 2009	2008
<b>SÉCURITÉ (sur 12 mois glissants)</b>			
Taux de fréquence	2,36	2,74	3,19
Taux de gravité	0,09	0,09	0,1
<b>DOSIMÉTRIE</b>			
Exposition moyenne aux rayonnements ionisants (salariés du groupe) (mSv)	1,11	n.c.	1,22
Exposition moyenne aux rayonnements ionisants (sous-traitants) (mSv)	0,42	n.c.	0,50
<b>ENVIRONNEMENT</b>			
Energie fossile consommée (hors Eurodif) (MWh)	305 242	437 019	1 426 204
Energie électrique consommée (hors Eurodif) (MWh)	407 999	415 219	1 482 250
Emissions directes de gaz à effet de serre (hors transport) (T eq CO <sub>2</sub> )	172 286	184 910	771 648
Emissions indirectes de gaz à effet de serre (hors transport) (T eq CO <sub>2</sub> )	95 646	101 067	356 627

## 2.3. Tableaux de synthèse de l'information sectorielle

1<sup>er</sup> semestre 2009 (données contributives groupe)

(en millions d'euros)	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Corporate & autres éliminations	Total
Chiffre d'affaires	1 556	1 506	843	2 614	2	6 522
Excédent brut d'exploitation	438	(333)	198	211	(55)	459
% du chiffre d'affaires	28,1 %	- 22,1 %	23,5 %	8,1 %	-	7,0 %
Résultat opérationnel	348	(608)	150	186	(61)	16
% du chiffre d'affaires	22,4 %	- 40,3 %	17,8 %	7,1 %	-	0,2 %
Variation du BFR opérationnel	(212)	(97)	(88)	(370)	(17)	(783)
Investissements opérationnels nets	(235)	(163)	(50)	(149)	(20)	(618)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(179)	(595)	60	(310)	(92)	(1 115)

1<sup>er</sup> semestre 2008 (données contributives groupe)

(en millions d'euros)	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Corporate & autres éliminations	Total
Chiffre d'affaires	1 488	1 466	930	2 284	1	6 168
Excédent brut d'exploitation	533	(98)	205	255	(31)	863
% du chiffre d'affaires	35,8 %	- 6,7 %	22,0 %	11,2 %	-	14,0 %
Résultat opérationnel	400	(258)	175	253	(32)	539
% du chiffre d'affaires	26,8 %	- 17,6 %	18,8 %	11,1 %	-	8,7 %
Variation du BFR opérationnel	(264)	(130)	(87)	(198)	(59)	(739)
Investissements opérationnels nets	(125)	(178)	(44)	(99)	(9)	(455)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(46)	(407)	73	(45)	(96)	(521)

## 2.4. Carnet de commandes

Au 30 juin 2009, le carnet de commandes du groupe s'établit à 48 876 millions d'euros, en progression de 28,2 % par rapport aux 38 123 millions d'euros du 30 juin 2008.

Le carnet de commandes des **activités nucléaires** s'établit à 42 908 millions d'euros au 30 juin 2009, contre 32 331 millions d'euros au 30 juin 2008. Le 1<sup>er</sup> semestre 2009 a notamment été marqué par la signature de plusieurs contrats pluriannuels dans l'amont du cycle avec des électriciens américains, européens et asiatiques. Les **Réacteurs et Services** ont notamment enregistré les commandes de remplacement de 12 générateurs de vapeur en Corée du Sud, en France et aux Etats-Unis, ainsi que la signature d'un contrat-cadre pluriannuel de prestations de services pour EDF et la commande de 18 pompes primaires en Chine. Dans l'**Aval** du cycle, AREVA a signé avec EPDC (Electric Power Development) un contrat portant sur l'approvisionnement d'assemblages combustibles MOX destinés à la future centrale nucléaire d'Ohma au Japon.

Le carnet de commandes du pôle **Transmission & Distribution** s'élève à 5 967 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 5 792 millions d'euros au 30 juin 2008. Les prises de commandes du 1<sup>er</sup> semestre se sont élevées à 2 886 millions d'euros, en repli de 8,7 % (- 9,7 % à périmètre et taux de change constants) par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008, avec une activité soutenue en Asie et en Amérique du Sud. Au cours du semestre, le pôle a remporté plusieurs contrats significatifs, notamment avec State Grid of China pour la fourniture de systèmes de transmission en Courant Continu Haute Tension, avec EWA Bahrain pour la fourniture de 29 sous-stations et de transformateurs de puissance et de distribution, avec Kepco pour la fourniture de sous-stations de conversion de 400MW, avec PT PLN pour la modernisation du réseau indonésien, et avec PGCIL (Power Grid Corporation of India) pour la fourniture de quatre postes très haute tension.

## 2.5. Compte de résultat

(en millions d'euros)	S1 2009	S1 2008	2008
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 522</b>	<b>6 168</b>	<b>13 160</b>
<b>Marge brute</b>	<b>889</b>	<b>1 281</b>	<b>2 286</b>
Frais de recherche et développement	(249)	(205)	(453)
Frais commerciaux	(320)	(287)	(607)
Frais généraux et administratifs	(487)	(468)	(980)
Autres charges opérationnelles	(100)	(21)	(202)
Autres produits opérationnels	283	240	373
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>16</b>	<b>539</b>	<b>417</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>212</b>	<b>213</b>	<b>(29)</b>
Impôts sur les résultats	(58)	(74)	(46)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(163)	121	156
<b>Résultat net d'impôt des activités poursuivies</b>	<b>7</b>	<b>799</b>	<b>498</b>
Résultat net d'impôt des activités cédées	-	-	-
<b>Résultat net de la période</b>	<b>7</b>	<b>799</b>	<b>498</b>
Intérêts minoritaires	(154)	38	(91)
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>161</b>	<b>760</b>	<b>589</b>
<b>Résultat global</b>	<b>(338)</b>	<b>434</b>	<b>(208)</b>

Dans le nucléaire, le niveau d'activité des différents pôles et leur contribution aux résultats du groupe peuvent varier de manière significative d'un semestre à l'autre. Ainsi plusieurs événements positifs survenus au 1<sup>er</sup> semestre 2008, tels que des ventes exceptionnelles en Asie dans le pôle **Amont**, des effets de saisonnalité favorables dans les Services, et une très forte concentration de la production dans le Traitement (**Aval**), avaient conduit à réaliser plus de 80 % du résultat opérationnel 2008 du nucléaire<sup>(1)</sup> au 1<sup>er</sup> semestre pour environ 48 % du chiffre d'affaires. Ceci illustre le caractère non représentatif de la performance semestrielle en ce qui concerne le profil de rentabilité des activités nucléaires.

### 2.5.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 6 522 millions d'euros sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009, en croissance de 5,7 % par rapport à la même période de 2008. À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires croît de 2,8 %.

(en millions d'euros)	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
<b>Chiffre d'affaires contributif</b>	<b>6 522</b>	<b>6 168</b>	<b>+ 5,7 %</b>
Pôle Amont	1 556	1 488	+ 4,6 %
Pôle Réacteurs et Services	1 506	1 466	+ 2,8 %
Pôle Aval	843	930	- 9,3 %
<b>Nucléaire</b>	<b>3 906</b>	<b>3 883</b>	<b>+ 0,6 %</b>
Pôle Transmission & Distribution	2 614	2 284	+ 14,5 %

Les **activités nucléaires** affichent au 1<sup>er</sup> semestre 2009 un chiffre d'affaires de 3 906 millions d'euros, stable par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Cette évolution reflète la progression des pôles **Amont** (+ 4,6 %) et **Réacteurs et Services** (+ 2,8 %) et le recul du pôle **Aval** (- 9,3 %) lié à un cadencement de la production défavorable au 1<sup>er</sup> semestre qui ne devrait toutefois pas avoir d'impact sur la croissance annuelle attendue. Au cours du semestre, l'effet de change positif s'élève à 112 millions d'euros. L'effet de périmètre de 25 millions d'euros est lié à l'intégration de la société RM Consultants chez AREVA TA. À taux de change et périmètre constant, les **activités nucléaires** affichent un repli de 2,9 %.

(1) Résultat annuel 2008 hors complément de provision OL3.

Le chiffre d'affaires du pôle **Transmission & Distribution** ressort à 2 614 millions d'euros, en hausse de + 14,5 %, traduisant le bon écoulement du carnet de commandes dans les Produits (+ 11,8 % à périmètre et taux de change constants) et Systèmes (+ 15,1 % à périmètre et taux de change constants). L'effet de change négatif s'élève à 20 millions d'euros. L'effet de périmètre de 61 millions d'euros est lié à l'intégration des sociétés récemment acquises telles que Powermann et RB Watkins. À taux de change et périmètre constant, les activités de **Transmission & Distribution** affichent une progression de 12,5 %.

### 2.5.2. Marge brute

La marge brute du groupe s'élève à 889 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 (soit 13,6 % du chiffre d'affaires) contre 1 281 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (soit 20,8 % du chiffre d'affaires).

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
<b>Marge brute</b>	<b>889</b>	<b>1 281</b>	<b>- 30,6 %</b>
% du chiffre d'affaires	13,6 %	20,8 %	- 7,2 pts
dont activités nucléaires	241	615	- 60,8 %
dont Transmission & Distribution	649	665	- 2,4 %

Cette évolution s'explique par :

- le recul de la marge brute dans les activités nucléaires, qui s'élève à 241 millions d'euros (6,2 % du chiffre d'affaires) contre 615 millions d'euros (15,8 % du chiffre d'affaires) au 1<sup>er</sup> semestre 2008, en raison du complément de provisions enregistré sur le chantier OL3, du décalage de certaines activités au second semestre et d'une base de comparaison difficile au 1<sup>er</sup> semestre 2008 qui avait connu des ventes exceptionnelles dans l'**Amont** ;
- le recul de la marge brute dans le pôle **Transmission & Distribution** qui passe de 665 d'euros millions (29,1 % du chiffre d'affaires) au 1<sup>er</sup> semestre 2008 à 649 millions d'euros (24,8 % du chiffre d'affaires) au 1<sup>er</sup> semestre 2009 lié notamment aux fortes tensions observées sur le marché de T&D au 1<sup>er</sup> semestre du fait de la crise.

### 2.5.3. Recherche et développement

Les montants engagés par le groupe en recherche et développement figurent au bilan si les dépenses répondent aux critères d'immobilisations fixés par la norme IAS 38, et en charges dans le cas contraire.

Dans le compte de résultat, les frais de recherche et développement apparaissent au-dessous de la marge brute et représentent les dépenses, non immobilisables, engagées par le groupe exclusivement ; les charges relatives aux programmes financés partiellement ou totalement par les clients, ainsi que les projets en partenariat où AREVA dispose d'un droit d'usage commercial des résultats sont comptabilisées dans le coût des ventes.

L'ensemble des montants engagés pour la recherche et le développement, qu'ils soient immobilisés ou comptabilisés en charges de l'exercice, constitue l'effort de recherche et développement.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009		S1 2008	
	en millions d'euros	en % du CA	en millions d'euros	en % du CA
Compte de résultat :				
Frais de recherche et développement	(249)	3,8 %	(205)	3,3 %
Autres (dont R&D capitalisée)	(288)	4,4 %	(254)	4,2 %
Effort global de recherche et développement	(537)	8,2 %	(459)	7,4 %

En prenant en compte l'ensemble des coûts engagés pour la recherche et le développement, l'effort de recherche et développement s'élève à 537 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, soit 8,2 % du chiffre d'affaires de la période, en progression par rapport aux 459 millions du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (7,4 % du chiffre d'affaires).

Cette progression reflète notamment :

- les dépenses des pôles **nucléaires**, qui portent principalement sur le développement du programme d'exploration minière et sur l'accroissement de l'effort de R&D dans les réacteurs, les équipements et les services nucléaires ;
- les dépenses du pôle **Transmission & Distribution**, qui portent en particulier sur l'accroissement des performances des équipements et systèmes de puissance électriques ainsi que sur le développement de contrôles numériques et de systèmes d'information pour le monitoring des réseaux électriques.

#### 2.5.4. Frais généraux, commerciaux et administratifs

Les frais commerciaux, généraux et administratifs s'élèvent à 807 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, soit 12,4 % du chiffre d'affaires, un niveau stable par rapport aux 12,2 % du 1<sup>er</sup> semestre 2008.

#### 2.5.5. Autres charges et autres produits opérationnels

- Les autres charges opérationnelles s'élèvent à - 100 millions d'euros contre - 21 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Elles comprennent notamment des charges de restructuration et l'impact financier de l'accord avec USEC mettant fin au "trade case".
- Les autres produits opérationnels ressortent à 283 millions d'euros contre 240 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Ils intègrent en particulier des plus-values de dilution résultant de l'entrée d'actionnaires minoritaires dans le capital de filiales du groupe.

#### 2.5.6. Résultat opérationnel

Avant complément de provision de 550 millions d'euros enregistré au 1<sup>er</sup> semestre 2009 sur le contrat finlandais OL3, le résultat opérationnel atteint 566 millions d'euros, soit une marge opérationnelle de 8,7 %, contre 860 millions d'euros sur une base comparable au 1<sup>er</sup> semestre 2008, soit une marge opérationnelle de 13,9 %. Cette évolution s'explique notamment par l'effet de plusieurs événements positifs survenus au 1<sup>er</sup> semestre 2008 tels que ventes exceptionnelles en Asie dans le pôle **Amont** qui ne se sont pas reproduits au 1<sup>er</sup> semestre 2009, les décalages sur le second semestre 2009 des campagnes d'arrêt de tranches aux États-Unis dans l'activité de Services et de la production dans l'activité de Traitement et par l'impact dans le pôle **Transmission & Distribution** de fortes tensions observées sur le marché au 1<sup>er</sup> semestre du fait de la crise et des coûts de démarrage des nouvelles capacités (8 usines en Inde et 3 en Chine).

Après prise en compte du complément de provision OL3 de 550 millions d'euros, le résultat opérationnel du groupe s'élève à 16 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, contre 539 millions sur la même période en 2008 (dont - 321 millions d'euros de provision OL3).

Les équipes d'AREVA mettent en œuvre le programme de réduction des coûts de 600 millions d'euros annoncé à l'occasion de la présentation des résultats annuels. Les réalisations à date sont en ligne avec les objectifs.

#### 2.5.7. Résultat financier

(en millions d'euros)	S1 2009 <sup>(1)</sup>	S1 2008 <sup>(1)</sup>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(59)</b>	<b>(55)</b>
<b>Report / déport</b>	<b>1</b>	<b>(21)</b>
<b>Part liée aux opérations de fin de cycle</b>	<b>29</b>	<b>1</b>
Résultat financier sur portefeuille dédié	47	62
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	76	66
Charges de désactualisation sur opérations fin de cycle	(95)	(127)
Part non liée aux opérations de fin de cycle	242	288
Résultat sur cession de titres et variation de valeur	244	354
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(45)	(35)
Dividendes reçus	50	60
Autres produits et charges	(7)	(91)
<b>Résultat financier</b>	<b>212</b>	<b>213</b>

(1) Le report déport est classé en Autres charges financières à partir du 31 décembre 2008. Il était classé en coût de l'endettement financier brut au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

Le résultat financier est stable par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008, à 212 millions d'euros. Il bénéficie cette année de la plus-value réalisée sur la cession de titres financiers disponibles à la vente (au 1<sup>er</sup> semestre 2008, il comprenait la plus-value réalisée sur la cession des titres Repower). Le coût de l'endettement financier net est resté stable malgré une hausse sensible de l'endettement financier.

### 2.5.8. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt du 1<sup>er</sup> semestre s'élève à - 58 millions d'euros soit un taux effectif d'imposition de 25,3 % contre 9,85 % pour le 1<sup>er</sup> semestre 2008. Le taux effectif d'impôt au 30 juin 2008 bénéficiait notamment d'une taxation à taux réduit de la plus-value sur cession de titres Repower.

### 2.5.9. Quote-part dans les résultats des entreprises associées

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	2008
STMicroelectronics	(124)	(3)	(46)
Eramet	(39)	116	187
Autres	0	8	14
<b>Total</b>	<b>(163)</b>	<b>121</b>	<b>156</b>

La quote-part dans le résultat des entreprises associées recule significativement à - 163 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, contre 121 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Cette évolution s'explique par la baisse des résultats de STMicroelectronics et d'Eramet.

Les résultats de STMicroelectronics et d'Eramet pris en compte par le groupe peuvent différer des résultats publiés par ces sociétés :

- les comptes de STMicroelectronics, publiés en normes comptables américaines et en dollars américains, sont convertis en euros et retraités en normes IFRS. STMicroelectronics ne publie pas de comptes semestriels aux normes IFRS ;
- concernant Eramet, le calcul est basé sur des résultats provisoires. Les différences éventuelles entre les comptes provisoires et les comptes définitifs sont intégrées dans les comptes de la période suivante.

Il convient de noter que AREVA a cédé sa participation de 29,95 % dans REpower en juin 2008 (cf. commentaires sur le résultat financier note 2.5.7).

### 2.5.10. Part des minoritaires

La part de résultat revenant aux minoritaires passe de + 38 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008 à - 154 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009.

La part des minoritaires se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	2008
34 % de Siemens dans AREVA NP	(166)	(44)	(186)
40 % de minoritaires dans Eurodif	14	37	34
Autres	(2)	45	61
<b>Total</b>	<b>(154)</b>	<b>38</b>	<b>(91)</b>

### 2.6.11. Résultat net et résultat global

Compte tenu des éléments décrits ci-dessus, le résultat net part du groupe du 1<sup>er</sup> semestre 2009 s'établit à 161 millions d'euros, contre 760 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

Le bénéfice net par action s'élève ainsi à 4,55 euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, contre 21,45 euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

Le résultat global part du groupe s'élève à - 338 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, contre 434 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Outre le recul du résultat net, cette évolution s'explique par la variation de valeur des actifs financiers disponibles à la vente, nette d'impôts, qui se monte à - 433 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, contre - 278 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

## 2.7. Revue des pôles d'activité

### 2.7.1. Pôle Amont

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Carnet de commandes	27 055	19 108	+ 41,6 %
Chiffre d'affaires	1 556	1 488	+ 4,6 %
Résultat opérationnel	348	400	- 13,1 %
% du chiffre d'affaires	22,4 %	26,8 %	- 4,4 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(179)	(46)	- 133

#### Performance du 1<sup>er</sup> semestre 2009

Le carnet de commandes du pôle **Amont** s'élève à 27 055 millions d'euros fin juin 2009. Parmi les contrats remportés dans l'**Amont** au 1<sup>er</sup> semestre 2009, on notera notamment la signature de contrats pluriannuels avec des électriciens américains, européens et asiatiques dans la Mine et l'Enrichissement.

Le chiffre d'affaires du pôle **Amont** atteint 1 556 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, en hausse de 4,6 % (+ 0,6 % à données comparables). L'effet de change positif (conversion) ressort à 60 millions d'euros. Plus particulièrement :

- le chiffre d'affaires bénéficie de la hausse des prix de vente moyens d'uranium dans la Mine, grâce au renouvellement du portefeuille de contrats long terme ;
- le chiffre d'affaires des activités Combustible et Enrichissement est globalement stable par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 ; toutefois le mix géographique est moins favorable qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2008, qui avait connu des ventes exceptionnelles à l'export.

Le résultat opérationnel du pôle **Amont** s'élève à 348 millions d'euros (soit 22,4 % du chiffre d'affaires) contre 400 millions d'euros en 2008 (soit 26,8 % du chiffre d'affaires). Cette évolution s'explique notamment par l'impact financier de l'accord avec USEC mettant fin au "trade case", par la hausse des coûts induits par la constitution de stocks de transition entre GBI et GBII dans l'Enrichissement et celle des coûts de structure générés par les grands chantiers (Eagle Rock, projets miniers,...). Par ailleurs, la contribution positive de l'entrée de minoritaires au capital du projet GBII est identique à celle du 1<sup>er</sup> semestre 2008, et les plans d'optimisations mis en place dans la Mine ont permis la maîtrise des coûts de production.

Le cash-flow opérationnel libre avant impôts de l'**Amont** ressort à - 179 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 contre - 46 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Cette évolution s'explique par la progression des investissements dans la Mine et l'Enrichissement et la constitution des stocks d'UTS pour la période de transition entre GBI et GBII.

### 2.7.2. Pôle Réacteurs et Services

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Carnet de commandes	8 527	7 633	+ 11,7 %
Chiffre d'affaires	1 506	1 466	+ 2,8 %
Résultat opérationnel	(608)	(258)	- 350
% du chiffre d'affaires	- 40,3 %	- 17,6 %	- 22,7 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(595)	(407)	- 188

#### Concernant le chantier OL3

Conformément à ce qui avait été annoncé le 25 février dernier, les travaux de génie civil du chantier OL3 sont en cours d'achèvement avec, notamment, la pose prochaine du dôme du bâtiment réacteur. Le chantier entrera alors dans ses dernières phases, l'installation des tuyauteries, puis les essais et la mise en service.

Le rythme d'exécution des travaux reste néanmoins fortement pénalisé par l'inadéquation des moyens déployés par TVO pour remplir ses engagements contractuels et notamment respecter les délais de traitement des documents qui lui sont transmis (2 mois versus 11 mois en pratique).

Les mesures d'accélération décidées et annoncées de concert en juin 2008 n'ont pour l'essentiel pas été mises en œuvre par TVO. Parallèlement, les modifications supplémentaires imposées unilatéralement par TVO et exécutées par AREVA ne sont pas accompagnées des avenants contractuellement prévus.

Ce comportement ne correspond pas aux pratiques habituellement observées lors de la construction de centrales clés en main et occasionne des délais et des coûts supplémentaires.

Les multiples propositions de règlements amiables venant du consortium AREVA-SIEMENS n'ayant pas abouti, AREVA a décidé de placer TVO devant ses responsabilités. AREVA entend redéfinir, dans le cadre du contrat, des relations avec le client permettant une gestion plus efficace du projet pour l'ensemble des parties. Ainsi, AREVA a remis à son client des documents fixant les modalités d'exécution des dernières phases du chantier, conformes aux pratiques usuelles pour la construction de centrales clés en main.

AREVA ne lancera ces travaux qu'après avoir obtenu l'accord de TVO sur ces modalités ou l'émission d'avenants intégrant les conséquences des modifications demandées, tant en termes de délais que de coûts.

Pour tenir compte des surcoûts déjà occasionnés au 1<sup>er</sup> semestre et des risques liés à la capacité de TVO à s'adapter aux modalités de fonctionnement nécessaires à la poursuite des travaux, AREVA enregistre un complément de provision de 550 millions d'euros, portant le résultat estimé à terminaison à - 2,3 milliards d'euros.

Il est précisé que :

- le comportement du client continue de faire peser, pour le futur, des incertitudes sur le coût de revient final de ce projet ainsi que sur sa date de mise en service ;
- 1 milliard d'euros de réclamations a déjà été adressé à TVO par le consortium AREVA-SIEMENS. D'autres réclamations sont en préparation. Conformément aux normes applicables, AREVA ne comptabilise pas ces éléments positifs dans le résultat estimé à terminaison ;
- enfin, ce montant ne prend pas non plus en compte la réclamation de TVO car le consortium AREVA-SIEMENS estime que les allégations exposées dans cette réclamation sont dénuées de fondement et sans valeur au regard du contrat et du droit finlandais.

#### Performance du 1<sup>er</sup> semestre 2009

Le carnet de commandes du pôle **Réacteurs et Services** s'établit à 8 527 millions d'euros au 30 juin 2009. En termes d'activité commerciale, le 1<sup>er</sup> semestre 2009 a été marqué par :

- les commandes de remplacement de 12 générateurs de vapeurs en France, aux États-Unis et en Corée du Sud ;
- le gain de deux contrats de plus de 150 millions d'euros portant sur la fourniture de 18 pompes primaires destinées à l'électricien chinois CNPEC ;
- l'attribution par le Syndicat Mixte des Transports pour le Rhône et l'Agglomération Lyonnaise d'un contrat de 58 millions d'euros pour la rénovation du pilotage automatique du métro de Lyon ;
- la signature d'un contrat-cadre pluriannuel de prestation de services avec EDF.



Le chiffre d'affaires du pôle **Réacteurs et Services** s'établit à 1 506 millions d'euros, en progression de 2,8 % (- 1,9 % à données comparables). L'effet de change (conversion) est positif de 44 millions d'euros.

Il est à noter en particulier :

- dans les Réacteurs, une activité récurrente soutenue ;
- dans les Services, une saisonnalité défavorable notamment liée à un démarrage plus tardif qu'en 2008 de la campagne d'arrêt de tranches aux États-Unis.

Le résultat opérationnel du pôle avant provision OL3 ressort à - 58 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 contre + 63 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Cette évolution traduit :

- l'impact de la saisonnalité dans les activités Services notamment aux États-Unis ;
- la poursuite des efforts de Recherche, Développement et Marketing/commerciaux pour soutenir la croissance attendue des grands projets réacteurs ;
- la défaillance d'un partenaire industriel qui pénalise l'activité Renouvelables dans un contexte économique difficile.

Après prise en compte du complément de provision de 550 millions d'euros sur le chantier OL3, le résultat opérationnel du pôle s'élève à - 608 millions d'euros, contre - 258 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

Le cash-flow opérationnel libre du pôle **Réacteurs et Services** est négatif au 1<sup>er</sup> semestre 2009, à - 595 millions d'euros contre - 407 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Cette évolution s'explique par :

- une hausse des dépenses liées au chantier OL3 ;
- l'absence de jalons de paiement majeurs sur le semestre dans les réacteurs.

### 2.7.3. Pôle Aval

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Carnet de commandes	7 327	5 591	+ 31,0 %
Chiffre d'affaires	843	930	- 9,3 %
Résultat opérationnel	150	175	- 14,2 %
% du chiffre d'affaires	17,8 %	18,8 %	- 1,0 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	60	73	- 13

#### Performance du 1<sup>er</sup> semestre 2009

Le carnet de commandes du pôle **Aval** s'établit à 7 327 millions d'euros au 30 juin 2009. Parmi les contrats les plus significatifs remportés au cours du 1<sup>er</sup> semestre, on note :

- un contrat pour la fourniture de combustibles MOX destinés à l'électricien japonais Electric Power ;
- un contrat long terme en vue de la fourniture à KKL d'emballages pour l'entreposage des combustibles nucléaires usés de la centrale de Leibstadt (Suisse).

Le chiffre d'affaires du pôle **Aval** ressort à 843 millions d'euros, soit un recul de 9,3 % (- 10,1 % à données comparables). L'effet de change (conversion) est positif de 9 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par une baisse de la production dans le Traitement au 1<sup>er</sup> semestre 2009, par rapport à un 1<sup>er</sup> semestre 2008 sur lequel une plus forte proportion de l'activité annuelle avait été réalisée.

Le pôle **Aval** enregistre un résultat opérationnel de 150 millions d'euros contre 175 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008, en ligne avec le cadencement de la production en 2009, dont le niveau annuel devrait être stable par rapport à l'exercice 2008. Le taux de marge opérationnelle ressort à 17,8 % contre 18,8 % un an plus tôt.

Le cash-flow opérationnel libre du pôle **Aval** ressort à 60 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 contre 73 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Cette évolution est justifiée par :

- un repli de l'EBE induit par le plus faible niveau d'activité par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 ;
- la croissance des investissements (développement de la technologie du creuset froid).

### 2.7.4. Pôle Transmission & Distribution

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Carnet de commandes	5 967	5 791	+ 3,0 %
Chiffre d'affaires	2 614	2 284	+ 14,5 %
Résultat opérationnel	186	253	- 26,4 %
% du chiffre d'affaires	7,1 %	11,1 %	- 4,0 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(310)	(45)	- 265

#### Performance du 1<sup>er</sup> semestre 2008

Le carnet de commandes du pôle **Transmission & Distribution** atteint 5 967 millions d'euros au 30 juin 2009. Le groupe a notamment remporté :

- un contrat d'une valeur globale de plus de 100 millions d'euros avec l'électricien State Grid of China, remporté en partenariat avec China Electric Power Research Institute, et portant sur la fourniture de systèmes de transmission en Courant Continu Haute Tension pour les projets d'interconnexion reliant la zone de Ningdong à Sangdong (nord-est du pays) et celle du barrage des Trois-Gorges à Shanghai ;
- un contrat de plus de 80 millions d'euros avec l'électricien sud-coréen KEPCO portant sur la fourniture de sous-stations de conversion de 400 MW pour la liaison Courant Continu Haute Tension entre l'île sud-coréenne de Jeju et le continent ;
- des commandes d'une valeur approximative de 50 millions d'euros portant sur la fourniture de quatre postes très haute tension destinés à la principale compagnie de transmission indienne, Power Grid of India Ltd ;
- un contrat (au travers du Consortium formé par le pôle **Transmission & Distribution** d'AREVA et PT Multifabrindo Gemilang, contracteur équipementier électrique indonésien) d'une valeur globale de 120 millions d'euros auprès de la compagnie nationale d'électricité indonésienne PT PLN ;
- deux contrats avec la régie du Bahreïn en charge de l'électricité et des eaux (Electricity & Water Authority-EWA) portant sur la fourniture de transformateurs de puissance 220 kV et de 29 sous-stations 66 kV.

Le chiffre d'affaires du pôle **Transmission & Distribution** ressort à 2 614 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, en croissance de 14,5 % (+ 12,5 % à périmètre et taux de change constants). Sur le semestre, l'effet de périmètre de + 61 millions d'euros compense largement l'effet de change négatif de 20 millions d'euros. La croissance du chiffre d'affaires est principalement tirée par le Proche et le Moyen-Orient ainsi que par l'Amérique du Nord. Elle reflète une bonne performance de la BU Produits (+ 11,8 % à périmètre et taux de change constants) et de la BU Systèmes (+ 15,1 % à périmètre et taux de change constants) liée à la bonne exécution des projets. Par ailleurs le pôle n'a plus constaté d'annulation de commandes depuis fin mars 2009.

Le résultat opérationnel du pôle **Transmission & Distribution** atteint 186 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 soit une marge de 7,1 %, contre 253 millions d'euros un an auparavant, soit une marge de 11,1 %. Cette évolution s'explique notamment par les fortes tensions observées sur le marché de T&D au 1<sup>er</sup> semestre du fait de la crise et les coûts de démarrage des nouvelles capacités (8 usines en Inde et 3 en Chine).

Le cash-flow opérationnel ressort à - 310 millions d'euros fin juin 2009 contre - 45 millions d'euros fin juin 2008. Cette évolution s'explique par :

- l'allongement des délais de paiement ;
- le cadencement défavorable des échéanciers de paiement au 1<sup>er</sup> semestre 2009, par rapport à la même période l'année dernière ;
- les investissements capacitaires et acquisitions réalisés dans les Services aux États-Unis et au Royaume-Uni.

### 2.7.5. Corporate et Autres

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Chiffre d'affaires	2	1	-
Résultat opérationnel	(61)	(32)	- 29
Cash-flow opérationnel avant IS	(92)	(96)	+ 4

Le résultat opérationnel du **Corporate** passe de - 32 millions d'euros à - 61 millions d'euros entre le 1<sup>er</sup> semestre 2008 et le 1<sup>er</sup> semestre 2009. Il comprend notamment l'augmentation des frais commerciaux liés au développement de l'activité dans de nouveaux pays.

## 2.8. Flux de trésorerie

### 2.8.1. Tableau de variation de l'endettement net

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008
Excédent brut d'exploitation opérationnel	459	863
% du chiffre d'affaires	7,0 %	14,0 %
Plus/moins-values de cession d'immobilisations opérationnelles et autres éléments non cash	(173)	(190)
Variation du BFR opérationnel	(783)	(739)
Investissements opérationnels nets	(618)	(455)
<b>Cash-flow opérationnel libre avant IS</b>	<b>(1 115)</b>	<b>(521)</b>
Flux liés aux opérations de fin de cycle	(33)	(20)
Dividendes versés	(313)	(319)
Autres (investissements financiers nets, impôts, BFR non opérationnel)	546	428
<b>Variation de l'endettement net</b>	<b>(915)</b>	<b>(432)</b>
	<b>30 juin 2009</b>	31 décembre 2008
Endettement net fin de période (dont puts des minoritaires)	(6 414)	(5 499)

### 2.8.2. Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par activité

<i>(en millions d'euros)</i>	EBE		Variation BFR opérationnel		Investissements opérationnels nets de cession		Cash-flow opérationnel libre avant IS	
	S1 2009	S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009	S1 2008
Pôle Amont	438	533	(212)	(264)	(235)	(125)	(179)	(46)
Pôle Réacteurs et Services	(333)	(98)	(97)	(130)	(163)	(178)	(595)	(407)
Pôle Aval	198	205	(88)	(87)	(50)	(44)	60	73
Transmission & Distribution	211	255	(370)	(198)	(149)	(99)	(310)	(45)
Corporate	(55)	(31)	(17)	(59)	(20)	(9)	(92)	(96)
<b>Total groupe</b>	<b>459</b>	<b>863</b>	<b>(783)</b>	<b>(739)</b>	<b>(618)</b>	<b>(455)</b>	<b>(1 115)</b>	<b>(521)</b>

L'EBE du groupe s'établit à 459 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, contre 863 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Cette évolution s'explique notamment par une saisonnalité défavorable.

La variation du besoin en fonds de roulement opérationnel correspond à un emploi de trésorerie de 783 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009, contre un emploi de 739 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Elle traduit principalement la constitution des stocks d'UTS liée à la transition entre GBI et GBII dans le pôle **Amont** ainsi que par l'allongement des délais de paiement et le cadencement défavorable des échéanciers de paiement dans le pôle **Transmission & Distribution**.

Les investissements opérationnels nets ont augmenté de 162 millions d'euros sur la période pour s'établir à 618 millions d'euros, contre 455 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Cette évolution résulte d'une hausse des investissements opérationnels bruts de 221 millions d'euros, qui concernent notamment le renforcement des moyens de production dans les business units Mines, Enrichissement et Équipements.

Compte tenu de ces éléments, le cash-flow opérationnel libre dégagé par le groupe au 1<sup>er</sup> semestre 2009 ressort à - 1 115 millions d'euros, contre - 521 au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

Les commentaires sur l'évolution du cash-flow opérationnel libre des différents pôles du groupe sont présentés au paragraphe 2.7.

### 2.8.3. Flux liés aux opérations de fin de cycle

Pour faire face à ses engagements de démantèlement, le groupe a constitué un portefeuille spécifique dédié au paiement des dépenses liées à ces opérations. La politique du groupe consiste à compenser les flux négatifs liés aux opérations de fin de cycle par des flux positifs générés par les dividendes ou la cession de titres détenus en portefeuille.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2009, les flux liés aux opérations de fin de cycle se sont élevés à - 33 millions d'euros contre - 20 millions d'euros au 30 juin 2008. Les principaux flux se décomposent comme suit :

- des décaissements liés aux opérations de fin de cycle pour un montant de - 93 millions d'euros, en progression par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (- 51 millions d'euros) ;
- des dividendes reçus à hauteur de 40 millions d'euros contre 25 millions d'euros au 30 juin 2008.

### 2.8.4. Autres flux

Les autres flux de trésorerie s'élèvent à 546 millions d'euros et intègrent notamment la vente de titres financiers disponibles à la vente.

## 2.9. Éléments bilanciaux

Le bilan simplifié compense les éléments d'actif et de passif constitutifs du besoin en fonds de roulement ainsi que des impôts différés, contrairement au bilan détaillé présenté au paragraphe 5.3.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2009</b>	31 décembre 2008
Écarts d'acquisition nets	5 016	4 803
Immobilisations corporelles et incorporelles	8 611	8 002
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	5 263	5 224
Titres des entreprises associées	1 571	1 757
Autres actifs financiers non courants	1 174	2 152
Besoin en fond de roulement opérationnel	1 463	656
<b>Somme de l'actif du bilan simplifié</b>	<b>23 098</b>	<b>22 594</b>
Capitaux propres et intérêts minoritaires	6 693	7 292
Provisions pour opérations de fin de cycle	5 696	5 674
Autres provisions	3 655	3 472
Autres éléments d'actif et de passif	640	657
Endettement net	6 414	5 499
<b>Somme du passif du bilan simplifié</b>	<b>23 098</b>	<b>22 594</b>

### 2.9.1. Actifs immobilisés, hors actifs de couverture des opérations de fin de cycle

Les postes "Écarts d'acquisition nets" affichent une progression de 213 millions d'euros notamment du fait de la première consolidation de Powermann et RB Watkins en 2009 et de l'ajustement lié à l'option de vente détenue par l'actionnaire minoritaire d'AREVA NP en fonction du résultat réalisé au cours de la période.

Le recul de 186 millions d'euros du poste "Titres des entreprises associées" est principalement dû à la baisse des résultats d'Eramet et de STM sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009.

La baisse de 978 millions d'euros des "autres actifs financiers non courants" s'explique notamment par la baisse de la valorisation des titres de sociétés cotées en Bourse détenus par le groupe et par la cession de titres financiers disponibles à la vente.

### 2.9.2. Actifs et provisions pour opérations de fin de cycle

L'évolution de la situation bilancielle entre le 31 décembre 2008 et le 30 juin 2009 concernant les actifs et passifs pour opérations de fin de cycle se résume au tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
<b>ACTIF</b>		
Actifs de fin de cycle	455	459
Quote-part AREVA (restant à amortir)	178	189
Quote-part des tiers	277	270
Actifs financiers de couverture	4 986	4 954
<b>PASSIF</b>		
Provisions pour opérations de fin de cycle	5 696	5 674
Provisions à financer par AREVA	5 419	5 404
Provisions à financer par les tiers	277	270

Les provisions pour opérations de fin de cycle au 30 juin 2009 s'élèvent à 5 696 millions d'euros, contre 5 674 au 31 décembre 2008.

Les actifs de couverture relatifs à ces opérations de fin de cycle s'élèvent pour leur part à 5 263 millions d'euros, 277 millions d'euros d'actifs de fin de cycle "part des tiers" et 4 986 millions d'euros d'actifs financiers dédiés par AREVA à ces opérations (incluant les créances).

La nature des engagements et la détermination de la provision sont présentées dans la note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 2.9.3. Besoin en fonds de roulement opérationnel

Le besoin en fonds de roulement opérationnel du groupe s'établissait au 30 juin 2009 à 1 463 millions d'euros contre 656 millions d'euros au 31 décembre 2008. Dans le nucléaire, le BFR opérationnel s'élève à 408 millions d'euros du fait notamment de la constitution de stocks d'UTS liée à la transition entre GB1 et GBII, tandis que dans le pôle **Transmission & Distribution** il atteint 1 059 millions d'euros (correspondant à 70 jours de chiffre d'affaires, contre 46 à fin juin 2008) du fait de l'allongement des délais de paiement et du cadencement défavorable des échéanciers de paiement sur le semestre.

Les actions de réduction du besoin en fonds de roulement de 300 millions d'euros se poursuivent avec un effort particulier porté sur la réduction des stocks dans les pôles **Amont** et **Transmission & Distribution**, ainsi que sur l'optimisation des flux de trésorerie sur les projets.

### 2.9.4. Dette nette de fin de période

L'endettement financier net du groupe s'élève à 6 414 millions fin juin 2009 contre 5 499 millions d'euros fin 2008.

Cette augmentation provient essentiellement de l'évolution du cash-flow libre décrite ci-dessus et du versement des dividendes, pour un montant de 313 millions d'euros, partiellement compensés par les produits des cessions de titres disponibles à la vente.

### 2.9.5. Capitaux propres

Le recul des capitaux propres, qui passent de 7 292 millions d'euros au 31 décembre 2008 à 6 693 millions d'euros au 30 juin 2009, s'explique essentiellement par le versement de dividendes et par l'évolution des résultats latents sur instruments financiers.

Les détails de la variation des capitaux propres sont intégrés dans les comptes consolidés.

### 2.9.6. Autres provisions (dont impôts différés nets)

La principale évolution de ce poste est due à l'augmentation des provisions courantes de 170 millions d'euros entre le 31 décembre 2008 et le 30 juin 2009 pour s'établir à 2 251 millions. Cette évolution intègre notamment la variation de la provision pour perte à terminaison relative au contrat OL3 (TVO-Finlande).

Le détail des autres provisions est fourni dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 2.9.7. Engagements hors bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2009</b>	31 décembre 2008
Engagements donnés	4 427	3 933
Engagements reçus	1 033	855
Engagements réciproques	4 426	3 036

Un tableau détaillé des engagements hors bilan est présenté dans la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'évolution du poste "Engagements donnés" s'explique par l'augmentation du carnet de commandes du groupe qui le conduit à donner davantage de garanties à ses clients.

La hausse des "Engagements reçus" est due principalement aux garanties de marché reçues notamment chez AREVA T&D.

La hausse du poste "Engagements réciproques" correspond essentiellement à la non-utilisation de la ligne de crédit revolving.

## 2.10. Événements postérieurs à la clôture

Les principaux faits marquants postérieurs à la clôture du 30 juin 2009 sont :

#### Sur le plan stratégique

- AREVA a conclu un partenariat stratégique avec Astonfield Renewable Resources pour la construction en Inde de centrales biomasse d'une capacité de production cumulée de 100 MW. Le montant global de l'investissement s'élève à près de 100 millions d'euros. La construction de la première centrale débutera au quatrième trimestre 2009 dans l'État du Bengale occidental.
- AREVA a signé un accord portant sur l'acquisition de PN Rotor GmbH, un fabricant allemand de pales de haute technologie pour les turbines éoliennes offshore.
- L'agence de notation Standard & Poor's a confirmé la notation CT d'AREVA à "A1" et lui a attribué une notation de LT "A", avec des perspectives stables.

#### Sur le plan commercial

- AREVA a signé avec Central Nuclear de Trillo un contrat de six ans portant sur la fourniture d'environ 240 assemblages combustibles et les services associés destinés au réacteur CNT 1, situé près de Guadalajara, en Espagne. Les premiers assemblages seront livrés en 2010.
- AREVA a déposé une offre auprès de l'électricien indien NPCIL pour l'étude et la réalisation de deux centrales nucléaires de type EPR d'une puissance unitaire supérieure à 1 600 MWe, sur le site de Jaitapur, dans l'État du Maharashtra.

## 2.11. Perspectives

Compte tenu du lancement de plusieurs opérations susceptibles de modifier son périmètre d'activité et ses résultats, AREVA n'est pas en mesure de confirmer les perspectives données précédemment pour l'année 2009.

Au périmètre du 30 juin 2009, AREVA anticipe pour l'année 2009 :

- une forte croissance de son carnet de commandes ;
- une forte croissance de son chiffre d'affaires ;
- un résultat opérationnel voisin de celui de l'année 2008.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AREVA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une plus grande difficulté à appréhender les perspectives économiques qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés résumés :

- la note 1.2 qui expose les changements de méthodes comptables relatifs à l'application des nouvelles normes IAS 1 révisée "Présentation des états financiers", IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts" et IFRS 8 "Segments opérationnels", adoptées par l'Union européenne et d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ;
- la note 7 qui expose les modalités d'évaluation des actifs et des passifs de fin de cycle. Cette évaluation qui résulte de la meilleure estimation de la Direction, est sensible aux hypothèses retenues en termes de devis, d'échéanciers de décaissements et de taux d'actualisation ;
- la note 12 qui expose les conditions de réalisation du contrat OL3 et la sensibilité du résultat à terminaison du contrat, au comportement du client, à l'issue des différends contractuels, à la fin des activités de génie civil et d'ingénierie et aux difficultés potentielles sur les phases de montage, essais et mise en service, liées à la première réalisation physique de l'EPR ;
- la note 13 qui expose la procédure de détermination du prix de l'option de vente des titres d'AREVA NP que Siemens a exercée en date du 27 janvier 2009, l'incertitude qui résulte de cette procédure, ainsi que le traitement retenu pour la comptabilisation, au 30 juin 2009, de la dette financière relative à cette option.

## II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 31 août 2009

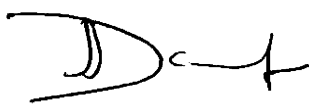
Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Deloitte & Associés



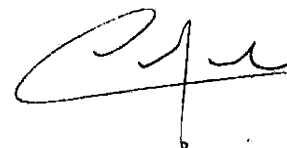
Jean-Luc Barlet



Juliette Decoux



Étienne Jacquemin



Patrice Choquet

## 4.1. Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes en annexe	1 <sup>er</sup> semestre 2009	1 <sup>er</sup> semestre 2008	2008
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>6 522</b>	<b>6 168</b>	<b>13 160</b>
Autres produits de l'activité		41	18	32
Coût des produits et services vendus		(5 674)	(4 905)	(10 906)
<b>Marge brute</b>		<b>889</b>	<b>1 281</b>	<b>2 286</b>
Frais de recherche et développement		(249)	(205)	(453)
Frais commerciaux		(320)	(287)	(607)
Frais généraux et administratifs		(487)	(468)	(980)
Autres charges opérationnelles	3	(100)	(21)	(202)
Autres produits opérationnels	3	283	240	373
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>16</b>	<b>539</b>	<b>417</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		5	13	38
Coût de l'endettement financier brut		(63)	(89)	(148)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>(59)</b>	<b>(76)</b>	<b>(111)</b>
Autres charges financières		(185)	(264)	(707)
Autres produits financiers		456	553	788
<b>Autres charges et produits financiers</b>		<b>271</b>	<b>289</b>	<b>81</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>4</b>	<b>212</b>	<b>213</b>	<b>(29)</b>
Impôts sur les résultats	5	(58)	(74)	(46)
<b>Résultat net d'ensemble des entreprises intégrées</b>		<b>171</b>	<b>678</b>	<b>343</b>
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	8	(163)	121	156
<b>Résultat net d'impôt des activités poursuivies</b>		<b>7</b>	<b>799</b>	<b>498</b>
Résultat net d'impôt des activités cédées		-	-	-
<b>Résultat net de la période</b>		<b>7</b>	<b>799</b>	<b>498</b>
Dont intérêts minoritaires		(154)	38	(91)
<b>Dont résultat net part du groupe</b>		<b>161</b>	<b>760</b>	<b>589</b>
Nombre moyen d'actions		35 442 701	35 442 701	35 442 701
Résultat net des activités poursuivies part du groupe par action		4,55	21,45	16,62
Résultat net part du groupe par action		4,55	21,45	16,62
Résultat net part du groupe par action dilué <sup>(1)</sup>		4,55	21,45	16,62

(1) AREVA n'a pas mis en place d'instruments dilutifs sur son capital.



## 4.2. Résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes en annexe	1 <sup>er</sup> semestre 2009	1 <sup>er</sup> semestre 2008	2008
<b>Résultat net</b>		<b>7</b>	<b>799</b>	<b>498</b>
Autres éléments du résultat global				
Ecarts de conversion des sociétés intégrées		0	(83)	(35)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		(493)	(652)	(1 398)
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie		(6)	10	(40)
Effet d'impôt relatif à ces éléments		60	374	618
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées, net d'impôt		(96)	(11)	49
<b>Total autres éléments du résultat global (après impôt)</b>		<b>(535)</b>	<b>(362)</b>	<b>(806)</b>
<b>Résultat global</b>		<b>(528)</b>	<b>437</b>	<b>(308)</b>
- Part du groupe		(338)	434	(208)
- Intérêts minoritaires		(190)	3	(100)

## 4.3. Bilan consolidé

### Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes en annexe	<b>30 juin 2009</b>	31 décembre 2008
<b>Actifs non courants</b>		<b>22 557</b>	<b>22 841</b>
Goodwills sur entreprises intégrées	6	5 016	4 803
Immobilisations incorporelles		3 317	3 089
Immobilisations corporelles		5 294	4 913
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	7	277	270
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	7	4 986	4 954
Titres des entreprises associées	8	1 571	1 757
Autres actifs financiers non courants	9	1 174	2 152
Actifs du régime de pension		2	1
Actifs d'impôts différés		921	900
<b>Actifs courants</b>		<b>12 534</b>	<b>11 804</b>
Stocks et en-cours		3 820	3 403
Clients et comptes rattachés		4 857	4 486
Autres créances opérationnelles		2 747	2 434
Impôts courants – actif		95	164
Autres créances non opérationnelles		181	154
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	622	1 050
Autres actifs financiers courants		212	113
Actifs des activités destinées à être cédées		-	-
<b>Total actif</b>		<b>35 091</b>	<b>34 644</b>

**Passif et capitaux propres**

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes en annexe	<b>30 juin 2009</b>	31 décembre 2008
<b>Capitaux propres et intérêts minoritaires</b>		<b>6 693</b>	<b>7 292</b>
Capital		1 347	1 347
Primes et réserves consolidées		4 734	4 455
Gains et pertes latents différés sur instruments financiers		(129)	287
Réserves de conversion		(190)	(131)
Résultat net de l'exercice – part du groupe		161	589
Intérêts minoritaires		769	745
<b>Passifs non courants</b>		<b>12 025</b>	<b>11 795</b>
Avantages du personnel		1 283	1 268
Provisions pour opérations de fin de cycle	7	5 696	5 674
Autres provisions non courantes	12	121	123
Dettes financières non courantes	13	4 218	3 969
Passifs d'impôts différés		698	760
<b>Passifs courants</b>		<b>16 374</b>	<b>15 558</b>
Provisions courantes	12	2 251	2 081
Dettes financières courantes	13	3 031	2 693
Avances et acomptes reçus		4 975	4 752
Fournisseurs et comptes rattachés		2 939	2 991
Autres dettes opérationnelles		3 042	2 884
Impôts courants – passif		57	104
Autres dettes non opérationnelles		80	53
Passifs des activités destinées à être cédées		-	-
<b>Total passifs et capitaux propres</b>		<b>35 091</b>	<b>34 644</b>

## 4.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	1 <sup>er</sup> semestre 2008	Exercice 2008
<b>Résultat net de l'ensemble</b>	7	<b>799</b>	<b>498</b>
Moins : résultat des activités cédées	-	-	-
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	7	<b>799</b>	<b>498</b>
Perte (profit) des entreprises associées	163	(121)	(156)
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois	291	310	565
Perte de valeur des goodwill	-	-	-
Dotation nette aux provisions	60	(25)	271
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions	141	108	272
Charge d'impôts (courants et différés)	58	74	46
Intérêts nets compris dans le coût de l'endettement financier	60	54	108
Perte (profit) sur cessions d'actifs immobilisés et titres de transaction de plus de trois mois, variation de juste valeur	(286)	(270)	(347)
Autres éléments sans effet de trésorerie	(202)	(235)	(353)
<b>Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts</b>	292	<b>694</b>	<b>904</b>
Intérêts nets reçus (versés)	(51)	(42)	(82)
Impôts versés	(50)	(145)	(295)
<b>Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts</b>	191	<b>506</b>	<b>527</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	(780)	(733)	(446)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>(589)</b>	<b>(226)</b>	<b>81</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(910)	(669)	(1 623)
Acquisitions d'actifs financiers non courants et prêts accordés	(276)	(449)	(1 648)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	(160)	(61)	(133)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	68	14	41
Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts	883	432	1 530
Cessions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie cédée	265	493	495
Dividendes reçus des entreprises associées	54	78	80
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(77)</b>	<b>(162)</b>	<b>(1 259)</b>
Augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	60	265	268
Rachats d'actions propres	(40)	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(250)	(240)	(240)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	(63)	(78)	(86)
Augmentation (diminution) des dettes financières	532	365	1 574
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>239</b>	<b>312</b>	<b>1 516</b>
Diminution (augmentation) des titres détenus aux fins de transaction à plus de trois mois	(18)	7	42
Impact des variations de taux de change	3	(1)	(22)
<b>Flux net de trésorerie généré par les activités cédées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>(442)</b>	<b>(70)</b>	<b>357</b>
<b>Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>877</b>	<b>520</b>	<b>520</b>
Trésorerie à la clôture	622	642	1 050
Moins : concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	(187)	(192)	(172)
<b>Trésorerie nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>436</b>	<b>450</b>	<b>877</b>

La "Trésorerie nette" prise en compte pour l'établissement du Tableau des flux de trésorerie se compose :

- de la "Trésorerie et équivalents de trésorerie", (cf. note 10) qui inclut :
  - les disponibilités et comptes courants financiers, et
  - les titres détenus aux fins de transaction sans risque à moins de trois mois à l'origine et les SICAV monétaires ;
- sous déduction des concours bancaires et des comptes courants financiers créditeurs, compris dans les dettes financières courantes (cf. note 13).

## 4.5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombres d'actions et de certificats d'investissement	Capital	Primes et réserves consolidées	Réserves de conversion	Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres et intérêts minoritaires
<b>31 décembre 2007</b>	<b>35 442 701</b>	<b>1 347</b>	<b>4 668</b>	<b>(138)</b>	<b>1 117</b>	<b>6 994</b>	<b>470</b>	<b>7 464</b>
Résultat net du 1 <sup>er</sup> semestre 2008			760			760	38	799
Autres éléments du résultat global			29	(133)	(222)	(326)	(36)	(362)
<b>Résultat global</b>			<b>789</b>	<b>(133)</b>	<b>(222)</b>	<b>434</b>	<b>3</b>	<b>437</b>
Dividendes distribués *			(240)			(240)	(78)	(318)
Autres transactions avec les actionnaires			(2)			(2)	335	333
<b>30 juin 2008</b>	<b>35 442 701</b>	<b>1 347</b>	<b>5 215</b>	<b>(271)</b>	<b>895</b>	<b>7 186</b>	<b>729</b>	<b>7 916</b>
<b>31 décembre 2008</b>	<b>35 442 701</b>	<b>1 347</b>	<b>5 044</b>	<b>(131)</b>	<b>287</b>	<b>6 547</b>	<b>745</b>	<b>7 292</b>
Résultat net du 1 <sup>er</sup> semestre 2009			161			161	(154)	7
Autres éléments du résultat global			(24)	(59)	(416)	(499)	(36)	(535)
<b>Résultat global</b>			<b>137</b>	<b>(59)</b>	<b>(416)</b>	<b>(338)</b>	<b>(190)</b>	<b>(528)</b>
Dividendes distribués *			(250)			(250)	(63)	(313)
Rachat d'actions propres			(40)			(40)		(40)
Autres transactions avec les actionnaires			4			4	278	282
<b>30 juin 2009</b>	<b>35 442 701</b>	<b>1 347</b>	<b>4 895</b>	<b>(190)</b>	<b>(129)</b>	<b>5 923</b>	<b>769</b>	<b>6 693</b>

\* Dividende distribué par action  
(en euros) :

- en 2008 au titre de 2007 6,77
- en 2009 au titre de 2008 7,05

## 4.6. Information sectorielle

### Par pôle d'activité

#### Résultats 1<sup>er</sup> semestre 2009

<i>(en millions d'euros)</i>	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Corporate et éliminations	<b>Total groupe</b>
<b>Chiffre d'affaires brut</b>	<b>1 571</b>	<b>1 591</b>	<b>1 014</b>	<b>2 615</b>	<b>(270)</b>	<b>6 522</b>
Ventes inter-pôles	(15)	(85)	(171)	(1)	272	0
Chiffre d'affaires contributif	1 556	1 506	843	2 614	2	6 522
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>348</b>	<b>(608)</b>	<b>156</b>	<b>186</b>	<b>(66)</b>	<b>16</b>
<i>% du CA brut</i>	<i>22,1 %</i>	<i>(32,2)%</i>	<i>15,4 %</i>	<i>7,1 %</i>	<i>n.a.</i>	<i>0,2 %</i>

#### Résultats 1<sup>er</sup> semestre 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Corporate et éliminations	<b>Total groupe</b>
<b>Chiffre d'affaires brut</b>	<b>1 504</b>	<b>1 540</b>	<b>1 038</b>	<b>2 286</b>	<b>(200)</b>	<b>6 168</b>
Ventes inter-pôles	(17)	(74)	(108)	(2)	201	0
Chiffre d'affaires contributif	1 488	1 466	930	2 284	1	6 168
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>400</b>	<b>(258)</b>	<b>182</b>	<b>253</b>	<b>(39)</b>	<b>539</b>
<i>% du CA brut</i>	<i>26,6 %</i>	<i>(16,8)%</i>	<i>17,6 %</i>	<i>11,1 %</i>	<i>n.a.</i>	<i>8,7 %</i>

#### Résultats Exercice 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Corporate et éliminations	<b>Total groupe</b>
<b>Chiffre d'affaires brut</b>	<b>3 411</b>	<b>3 220</b>	<b>1 987</b>	<b>5 071</b>	<b>(529)</b>	<b>13 160</b>
Ventes inter-pôles	(48)	(183)	(295)	(7)	532	0
Chiffre d'affaires contributif	3 363	3 037	1 692	5 065	3	13 160
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>453</b>	<b>(687)</b>	<b>270</b>	<b>561</b>	<b>(180)</b>	<b>417</b>
<i>% du CA brut</i>	<i>13,3 %</i>	<i>(21,3)%</i>	<i>13,6 %</i>	<i>11,1 %</i>		<i>3,2 %</i>

La part de chiffre d'affaires que le groupe réalise avec un client excède 10 % de son chiffre d'affaires global.

## Chiffre d'affaires contributif par pôle d'activité et par zone de localisation des clients

1<sup>er</sup> semestre 2009

<i>(en millions d'euros)</i>	Amont	Réacteurs et services	Aval	Transmission & distribution	Corporate	<b>Total groupe</b>
France	520	509	555	178	2	1 764
Europe (hors France)	430	391	121	850		1 792
Amérique	306	378	61	339		1 084
Asie Pacifique	266	205	104	568		1 143
Afrique et Moyen-Orient	33	23	2	680		738
<b>Total</b>	<b>1 556</b>	<b>1 506</b>	<b>843</b>	<b>2 614</b>	<b>2</b>	<b>6 522</b>

1<sup>er</sup> semestre 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	Amont	Réacteurs et services	Aval	Transmission & distribution	Corporate	<b>Total groupe</b>
France	584	547	628	180	1	1 938
Europe (hors France)	348	404	134	823		1 709
Amérique	246	369	54	234		904
Asie Pacifique	285	116	114	614		1 130
Afrique et Moyen-Orient	24	30	0	434		488
<b>Total</b>	<b>1 488</b>	<b>1 466</b>	<b>930</b>	<b>2 284</b>	<b>1</b>	<b>6 168</b>

## Exercice 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	Amont	Réacteurs et services	Aval	Transmission & distribution	Corporate	<b>Total groupe</b>
France	1 159	1 135	977	371	3	3 645
Europe (hors France)	921	849	362	1 721		3 854
Amérique	475	696	114	648		1 934
Asie Pacifique	731	299	237	1 297		2 564
Afrique et Moyen-Orient	77	58	1	1 027		1 163
<b>Total</b>	<b>3 363</b>	<b>3 037</b>	<b>1 692</b>	<b>5 065</b>	<b>3</b>	<b>13 160</b>

## 4.7. Annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2009

*Tous les montants sont présentés en millions d'euros, sauf indication contraire. Certains totaux peuvent présenter des écarts d'arrondis.*

### NOTE 1 - NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

#### 1. Préparation des états financiers

Les comptes consolidés au 30 juin 2009 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2008.

Les faits significatifs de la période sont décrits dans le rapport d'activité semestriel.

#### 2. Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2009 sont identiques à ceux décrits dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2008, à l'exception des points suivants résultant de la première application d'une nouvelle norme IFRS et de deux normes IAS révisées adoptées par l'Union européenne et entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 :

- Norme IAS 1 révisée "Présentation des états financiers"

En application de cette norme révisée, AREVA publie un nouvel état financier intitulé "État du résultat global" qui se situe immédiatement après le compte de résultat. Cet état fournit une analyse détaillée des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, incluant notamment les écarts de conversion, les variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente et des instruments de couverture des flux de trésorerie ("cash-flow hedge") ainsi que les effets d'impôts associés.

- Norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts"

Cette norme révisée rend obligatoire l'incorporation des coûts d'emprunt au prix de revient des actifs immobilisés corporels et incorporels ; il s'agit des frais financiers encourus pendant la phase de construction ou de développement de l'immobilisation jusqu'à sa date de mise en service.

Cette disposition ne s'applique qu'aux nouveaux projets démarrés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, à l'exclusion des projets en cours de réalisation à cette date. Elle n'a donc qu'un effet minime sur les comptes du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2009.

- Norme IFRS 8 "Information sectorielle", qui remplace la norme IAS 14

En application de cette nouvelle norme, l'information sectorielle doit être publiée conformément à la vision du Management et non plus suivant des critères de risques et de rentabilité homogènes. L'application de cette norme n'a pas d'incidence significative sur l'information sectorielle publiée par AREVA dans ses états financiers au 30 juin 2009.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2009, l'Union européenne a adopté plusieurs normes révisées et interprétations IFRIC :

- la norme IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et la norme IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés" seront applicables de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009 ; AREVA n'a pas opté pour leur application anticipée au 1<sup>er</sup> janvier 2009. Ces normes révisées dont l'application ne sera pas rétrospective auront notamment pour conséquences de modifier les règles de comptabilisation des regroupements d'entreprises qui prendront effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, ainsi que les règles de comptabilisation des acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires dans des sociétés contrôlées consolidées en intégration globale ;
- l'interprétation IFRIC 12 "Accords de concession de services" n'a pas d'incidence pour AREVA, qui n'est pas partie prenante à ce type d'opérations ;
- l'interprétation IFRIC 16 "Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger" apporte des clarifications concernant la nature du risque couvert et le montant de l'élément couvert pour lesquels une relation de couverture peut être désignée, ainsi que le niveau auquel l'instrument de couverture peut être détenu à l'intérieur du groupe. Cette interprétation n'a pas d'incidence pour AREVA.

Par ailleurs, AREVA applique la méthodologie prescrite par la norme IAS 34 pour déterminer la charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel, ainsi que la charge d'impôt de la période intermédiaire.

- La charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel est calculée à partir du taux d'actualisation déterminé à la fin de l'exercice précédent, ajusté pour tenir compte des fluctuations importantes du marché depuis cette date ainsi que des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants. En application de cette méthode, AREVA a calculé la charge du 1<sup>er</sup> semestre 2009 en utilisant le taux d'actualisation déterminé au 31 décembre 2008. L'utilisation d'un taux d'actualisation révisé au 30 juin 2009 n'aurait pas d'impact significatif sur le montant de la provision pour avantages du personnel et sur le résultat de la période.



- La charge d'impôt de la période intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de cette période le taux effectif d'impôt moyen estimé pour l'exercice. Un taux d'impôt différent est cependant retenu pour les catégories de revenus soumis à des taux d'impôt spécifiques, tels que les résultats de cessions de titres soumis au régime des plus-values à long terme.

### Actifs financiers disponibles à la vente

En juillet 2009, l'IFRIC a publié une prise de position dans laquelle il explicite les modalités d'application de la norme IAS 39 en ce qui concerne la dépréciation des actifs financiers constituant des instruments de capitaux propres et classés dans la catégorie "disponibles à la vente". L'IFRIC a notamment précisé les points suivants :

- la constatation d'une diminution significative ou prolongée de la valeur d'un actif au-dessous de son coût d'acquisition constitue un indicateur objectif de dépréciation et non un simple indice, et doit se traduire par la comptabilisation d'une dépréciation affectant le compte de résultat ;
- le fait que la diminution de la valeur d'un actif soit en ligne avec la baisse générale des marchés ne permet pas de justifier l'absence de comptabilisation d'une dépréciation de cet actif ;
- lorsqu'il apprécie le caractère significatif ou prolongé de la diminution de la valeur d'un actif, le détenteur de cet actif n'est pas autorisé à prendre en considération la durée pendant laquelle il envisage de le conserver ni ses perspectives de redressement dans le futur ;
- l'appréciation du caractère significatif ou prolongé de la diminution de la valeur d'un actif constitue une question de circonstances de fait nécessitant l'exercice du jugement par son détenteur.

Cette prise de position complétait celle du Juin 2005, par laquelle l'IFRIC avait rappelé que le caractère prolongé de la diminution de la valeur d'un actif devait s'apprécier par rapport à la durée totale pendant laquelle la juste valeur de l'actif est inférieure au coût d'entrée.

L'ensemble de ces positions pourrait être révisé en fonction des amendements de la norme IAS 39 "Instruments financiers" dont l'IASB a annoncé la publication avant la fin de l'année 2009, et qui sont susceptibles de modifier sensiblement la comptabilisation des variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente.

Pour l'arrêté de ses comptes semestriels au 30 juin 2009, AREVA a apprécié le caractère significatif ou prolongé des diminutions de valeur ayant affecté certaines de ses lignes d'actifs financiers classées dans la catégorie "disponibles à la vente" en prenant notamment en compte la position de l'IFRIC, ce qui ne l'a pas conduit à constater de dépréciation supplémentaire significative.

AREVA est principalement concerné par cette problématique au titre de son portefeuille d'actifs dédiés au financement futur des opérations de fin de cycle de ses installations nucléaires. Ce portefeuille est géré dans une optique de long terme pour faire face à un échéancier de dépenses qui devraient s'étendre pour la plus grande part sur une période postérieure à 2025 et allant jusqu'en 2060 ; il est constitué conformément aux dispositions de la Loi de 2006 sur la gestion durable des matières et déchets radioactifs, de son décret et de ses circulaires d'application.

### NOTE 2 - Périmètre

Annonces faites à l'issue du Conseil de Surveillance du 30 juin 2009.

Le Conseil de Surveillance du 30 juin 2009 a demandé au Directoire d'AREVA de lancer le processus de mise en vente du pôle **Transmission & Distribution** (T&D).

Comme précisé par le communiqué de presse publié le même jour, dans le cadre de l'appel d'offres ouvert qui va être engagé, le groupe sera attentif, en plus du prix proposé, au projet industriel et social ; selon la qualité des marques d'intérêt qui seront reçues, la décision de céder ou pas T&D et le choix d'un éventuel acquéreur seront pris avant la fin de l'année. De ce fait, les prescriptions de la norme IFRS 5 relative aux activités abandonnées ne s'appliquent pas au 30 juin 2009.

En complément de l'information sectorielle, les contributions au 30 juin 2009 du pôle T&D aux capitaux propres, immobilisations incorporelles et corporelles et à l'endettement net du groupe sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Capitaux propres*	1 002
Immobilisations incorporelles et corporelles	783
Endettement net	1 043

\* avant élimination des titres d'AREVA T&D détenus par AREVA pour 508 millions d'Euros

Ce communiqué de presse indique en outre qu'AREVA envisage aussi la cession de ses participations dans ERAMET et STMicroelectronics mais que ces participations resteront en tout état de cause sous actionnariat public, compte tenu de leur caractère stratégique.

Par ailleurs, les principales variations de périmètre du 1<sup>er</sup> semestre 2009 sont les suivantes :

#### > GEORGES BESSE II

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009, AREVA a signé des accords avec les sociétés japonaises Kansai et Sojitz et l'électricien sud-coréen Korea Hydro & Nuclear Power Co. Ltd (KHNP), portant sur une prise de participation par ces dernières de 5 % du capital de la holding de la Société d'Enrichissement du Tricastin (SET), qui exploitera l'usine d'enrichissement Georges Besse II.

Implantée sur le site nucléaire du Tricastin (Drôme et Vaucluse), l'usine Georges Besse II aura une capacité de production de 7,5 millions d'UTS (Unité de Travail de Séparation). Cette unité utilisera la technologie de centrifugation, aujourd'hui considérée comme la plus performante.

#### > IMOURAREN

Le 5 janvier 2009, AREVA et le gouvernement du Niger ont signé à Niamey une convention minière attribuant à AREVA le permis d'exploitation du gisement minier d'Imouraren.

L'accord prévoit une répartition du capital de 66,65 % pour AREVA et 33,35 % pour l'État du Niger dans la société créée en vue de l'exploitation du gisement.

Le gisement d'Imouraren aura une production à terme estimée à 5 000 tonnes par an pendant plus de 35 ans, pour un investissement initial de plus de 1,2 milliard d'euros (800 milliards de francs CFA) et entraînera la création de près de 1 400 emplois directs.

#### > MNF

AREVA, Mitsubishi Heavy Industrie, Ltd. (MHI), Mitsubishi Material Corporation (MMC) et Mitsubishi Corporation (MC) ont signé à Tokyo le 22 décembre 2008 un accord quadripartite pour établir une coentreprise (MNF) spécialisée dans le combustible nucléaire. La société MNF intègrera le développement, la conception, la fabrication et la commercialisation de combustible nucléaire.

Le capital est réparti entre MHI pour 35 %, MMC pour 30 %, AREVA pour 30 % et MC pour 5 %. Elle devrait employer près de 550 personnes et afficher un chiffre d'affaires de 50 milliards de yens d'ici à 2020.

AREVA détient une influence notable dans cette entreprise associée et la consolide par mise en équivalence.

Le prix global d'acquisition pour cette opération est de 124 millions d'euros.

#### > POWERMANN

Le 28 janvier 2009, AREVA T&D a acquis la société Powermann Limited, une entreprise basée à Poole dans le Dorset au Royaume-Uni, pour renforcer l'activité Service pour la haute tension dans la région, plus spécialement dans le domaine des générateurs de puissance et des grands électriciens. Cette acquisition renforcera également la présence d'AREVA T&D Service dans le pays, en offrant plus de proximité et de réactivité à certains des clients les plus importants du pôle.

Au total, 78 nouvelles personnes vont apporter leur expertise à AREVA T&D. Le chiffre d'affaires réalisé entre novembre 2007 et décembre 2008 était de 14 millions d'euros.

### NOTE 3 - Autres charges et autres produits opérationnels

#### Autres charges opérationnelles

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2009	1 <sup>er</sup> semestre 2008	Exercice 2008
Coûts de restructuration et plans de cessation anticipée d'activité	(12)	(8)	(43)
<i>Dont pôle nucléaire</i>	(9)	(6)	(27)
<i>Dont pôle Transmission &amp; Distribution</i>	(3)	(2)	(16)
Perte de valeur des goodwill	-	-	-
Perte de valeurs sur autres actifs	-	-	(1)
Autres charges opérationnelles	(87)	(13)	(158)
<b>Total autres charges opérationnelles</b>	<b>(100)</b>	<b>(21)</b>	<b>(202)</b>

## Autres charges opérationnelles

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2009	1 <sup>er</sup> semestre 2008	Exercice 2008
Résultats de dilution et résultats sur cessions d'actifs non financiers	233	190	195
Autres produits opérationnels	50	50	178
<b>Total autres produits opérationnels</b>	<b>283</b>	<b>240</b>	<b>373</b>

Aux 30 juin 2009 et 2008 et au 31 décembre 2008, le poste "résultats de dilution et résultats sur cessions d'actifs non financiers" inclut notamment les résultats sur l'entrée de minoritaires dans le capital de sociétés consolidées du groupe.

## Note 4 - Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2009	1 <sup>er</sup> semestre 2008 <sup>(1)</sup>	Exercice 2008
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(59)</b>	<b>(76)</b>	<b>(111)</b>
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	5	13	38
Coût de l'endettement financier brut	(63)	(89)	(148)
<b>Autres charges et produits financiers</b>	<b>271</b>	<b>289</b>	<b>82</b>
<b>Part non liée aux opérations de fin de cycle</b>	<b>29</b>	<b>1</b>	<b>(57)</b>
Résultat sur cessions de titres dédiés	7	37	96
Dividendes reçus	40	25	26
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	76	66	182
Dépréciation des titres	-	-	(35)
Effet des révisions d'échéanciers	-	-	-
Charges de désactualisation sur opérations fin de cycle	(95)	(127)	(327)
<b>Part non liée aux opérations de fin de cycle</b>	<b>242</b>	<b>288</b>	<b>139</b>
Résultat de change	25	5	(13)
Résultat sur cessions de titres et variation de valeur des titres de transaction	244	354	370
Dividendes reçus	50	60	96
Dépréciation d'actifs financiers	(1)	(6)	(37)
Intérêts sur avances contrats aval	(8)	(22)	(49)
Autres charges financières	(35)	(136)	(173)
Autres produits financiers	13	68	16
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(45)	(35)	(72)
<b>Résultat financier</b>	<b>212</b>	<b>213</b>	<b>(29)</b>

(1) Le report déport est classé en Autres charges financières à partir de décembre 2008. Il était classé en coût de l'endettement financier brut au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2009, le résultat sur cessions de titres non lié aux opérations de fin de cycle comprend principalement les plus-values sur les cessions des titres TOTAL et GDF SUEZ.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2008, le résultat sur cessions de titres non lié aux opérations de fin de cycle comprend la plus value sur la cession des titres Repower. Les autres charges financières incluent l'annulation du produit constaté en 2007 sur l'option de vente que détenait le groupe sur les titres Repower pour - 121 millions d'euros.

Au 31 décembre 2008, le résultat sur cessions de titres non lié aux opérations de fin de cycle comprend la plus value sur la cession des titres Repower. Les autres charges financières incluent l'annulation du produit constaté en 2007 sur l'option de vente que détenait le groupe sur les titres Repower pour (121) millions d'euros.

## Note 5 - Impôts sur le résultat

Le groupe AREVA détermine sa charge d'impôt au 30 juin en appliquant au résultat avant impôt, le taux effectif moyen estimé pour l'exercice. Il en ressort un taux effectif d'impôt au 30 juin 2009 de 25,3 %. Le taux effectif d'impôt réel de 2008 est de 11,8 %.

La variation des impôts différés, directement comptabilisés en capitaux propres et résultant des variations de juste valeur des instruments financiers comptabilisés en capitaux propres recyclables s'élève à + 70 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2009 (cf. détail en note 11).

## Note 6 - Goodwills

L'évolution des goodwills est la suivante au 30 juin 2009 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2008	Acquisitions	Cessions	Options de vente des minoritaires	Écarts de conversion et autres	30 juin 2009
<b>Pôles nucléaires</b>	<b>4 178</b>	<b>22</b>	<b>(3)</b>	<b>172</b>	<b>(8)</b>	<b>4 361</b>
<b>Pôle Transmission &amp; Distribution</b>	<b>625</b>	<b>21</b>			<b>9</b>	<b>655</b>
<b>Total</b>	<b>4 803</b>	<b>43</b>	<b>(3)</b>	<b>172</b>	<b>1</b>	<b>5 016</b>

La variation des goodwills du Nucléaire provient principalement de l'ajustement lié aux options de vente détenues par l'actionnaire minoritaire d'AREVA NP en fonction du résultat réalisé au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009.

Conformément à la norme IFRS 3, l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises peut être modifiée pendant un délai de douze mois suivant la date d'acquisition. Par conséquent, les goodwills comptabilisés à la suite des acquisitions du second semestre 2008 et du 1<sup>er</sup> semestre 2009 présentent un caractère provisoire et sont susceptibles d'être ajustés ultérieurement.

En l'absence d'indice de perte de valeur, il n'a pas été procédé à des tests de dépréciation des goodwills au 30 juin 2009.

## Note 7 - Opérations de fin de cycle

Le tableau suivant récapitule les différents postes comptables concernés par le traitement des opérations de fin de cycle dans le bilan d'AREVA ainsi que leur financement :

ACTIF (en millions d'euros)	30 juin 2009	31 décembre 2008	PASSIF	30 juin 2009	31 décembre 2008
Actifs de fin de cycle quote-part AREVA <sup>(1)</sup>	178	189			
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	5 263	5 224	Provisions pour opérations de fin de cycle	5 696	5 674
- actifs de fin de cycle quote-part des tiers <sup>(2)</sup>	277	270	- financées par les tiers <sup>(2)</sup>	277	270
- Actifs financiers de couverture <sup>(3)</sup>	4 986	4 954	- financées par AREVA	5 419	5 404

(1) Montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA.

(2) Montant de la provision devant être financée par les tiers.

(3) Portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA.

### Actifs de fin de cycle

Le groupe reconnaît, en complément de la valeur de ses immobilisations corporelles, la part à terme des coûts des opérations de fin de cycle (démantèlement des installations nucléaires, décontamination) dont il a la responsabilité financière. Cet actif quote-part groupe est amorti sur le même rythme que les immobilisations sous-jacentes.

Il constate aussi un actif quote-part tiers pour la part devant être financée par certains clients sur les opérations de démantèlement et de reprise et conditionnement des déchets. En contrepartie, le coût total estimé des opérations de fin de cycle est provisionné dès la mise en service actif, y compris, le cas échéant, la quote-part financée par des tiers.

(en millions d'euros)	30 juin 2009			31 décembre 2008
	Valeur brute	Amortis- sements	Valeur nette	
Actif quote-part groupe	716	(538)	178	189
Actif quote-part tiers	277		277	270
<b>Total</b>	<b>993</b>	<b>(538)</b>	<b>455</b>	<b>459</b>

La quote-part des tiers dans les actifs de fin de cycle liés au démantèlement correspond essentiellement au financement attendu du CEA pour le site de Pierrelatte. Ce poste augmente du fait de la désactualisation et diminue à concurrence des travaux effectués par AREVA.

### Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle

Ce poste comporte les éléments suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2009	31 décembre 2008
Créances liées aux opérations de fin de cycle	3 063	2 991
Portefeuille dédié	1 923	1 964
<b>Total</b>	<b>4 986</b>	<b>4 954</b>

Les créances liées aux opérations de fin de cycle correspondent principalement, d'une part aux créances sur le CEA résultant de la signature en décembre 2004 d'un accord pour la prise en charge par ce dernier d'une quote-part des coûts de démantèlement d'ateliers des usines de La Hague et de Cadarache et des coûts de reprise et conditionnement des déchets de l'usine UP2 400 et, d'autre part, à la créance sur EDF consécutive à la signature en décembre 2008 du protocole entre EDF et AREVA sur les principes régissant les contrats **Aval** du cycle sur la période post 2007.

Un accord sur les modalités de règlement de la créance EDF a été signé en juillet 2009. Selon les termes de cet accord, le versement par EDF à AREVA se fera par compensation avec les avances reçues d'EDF au titre du contrat 2001-2007 (dans la note 13 "Dettes financières", voir le poste Avances rémunérées à moins d'un an) et par des versements échelonnés jusqu'en juin 2011.

Le protocole signé entre EDF et AREVA fin 2008 doit faire l'objet d'un contrat à finaliser avant le 31 décembre 2009. Le paiement par EDF des échéances postérieures à 2009 reste conditionné à la finalisation de ce contrat.

La répartition du portefeuille dédié est décrite ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 juin 2009	31 décembre 2008
<b>En valeur de marché</b>		
Actions cotées	435	479
FCP actions	586	548
FCP obligataires et monétaires	903	937
<b>Total</b>	<b>1 923</b>	<b>1 964</b>

### Provisions pour opérations de fin de cycle

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
Démantèlement des installations nucléaires	4 097	4 068
Reprise et conditionnement des déchets	1 599	1 606
<b>Provisions pour opérations de fin de cycle</b>	<b>5 696</b>	<b>5 674</b>

En sa qualité d'exploitant d'installations nucléaires, le groupe a l'obligation juridique de procéder, lors de l'arrêt définitif de tout ou partie de ses installations industrielles, à leur mise en sécurité et à leur démantèlement. Il doit également reprendre et conditionner selon les normes en vigueur les différents déchets issus des activités d'exploitation et qui n'ont pu être traités en ligne. Pour le groupe, les installations en cause concernent l'amont du cycle avec notamment l'usine d'enrichissement d'Eurodif à Pierrelatte et les usines de combustibles mais surtout l'aval du cycle : usine de La Hague pour le traitement, usine MELOX et Cadarache pour la fabrication de combustibles MOX.

### Note 8 - Participations dans les entreprises associées

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2009				31 décembre 2008	
	% de contrôle	Part dans le résultat des entreprises associées	Participations dans les entreprises associées hors goodwill	Goodwill	Valeur des participations dans les sociétés associées (y.c. goodwill)	Valeur des participations dans les entreprises associées (y.c. goodwill)
STMicroelectronics	14,27 %	(124)	784		784	940
Eramet	25,73 %	(39)	593	35	628	752
MNF	30,00 %		106		106	
Autres entreprises associées		0	52		52	65
<b>Total</b>		<b>(163)</b>	<b>1 535</b>	<b>35</b>	<b>1 571</b>	<b>1 757</b>

Les variations entre le 31 décembre 2008 et le 30 juin 2009 proviennent principalement de l'acquisition des titres MNF, des résultats réalisés par les entreprises associées et des dividendes qu'elles ont versés au cours de cette période.

Le goodwill lié à l'acquisition de MNF est en cours d'estimation.

La part de résultat revenant à la société STMicroelectronics inclut à hauteur de (43) millions d'euros la dépréciation du goodwill qui existait au 31 décembre 2008.

### Note 9 - Autres actifs financiers non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
Titres disponibles à la vente	918	1 744
Créances rattachées à des participations	87	87
Autres actifs financiers non courants	89	232
Dérivés sur opérations de financement	80	89
<b>Total</b>	<b>1 174</b>	<b>2 152</b>

### Titres disponibles à la vente

Les titres disponibles à la vente se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
Actions cotées (en valeur de marché)		
- Total	-	286
- Alcatel	5	4
- GDF-SUEZ	404	932
- SUEZ Environnement	86	83
- Safran	289	296
- Summit	21	18
- Japan Steel	42	47
- Autres titres cotés	15	10
Titres de participation non cotés	56	68
<b>Total</b>	<b>918</b>	<b>1 744</b>

Les variations enregistrées sur les lignes TOTAL et GDF SUEZ sont la conséquence des cessions intervenues sur ces titres durant le 1<sup>er</sup> semestre 2009.

### Autres actifs financiers non courants

Au 31 décembre 2008, cette rubrique comprenait notamment des dépôts auprès des douanes des États-Unis dans le cadre du litige USEC.

À la suite de l'accord intervenu au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009 entre AREVA et USEC (cf. note 16 "Litiges et passifs éventuels"), ces dépôts ont été reclassés sur la rubrique "Autres actifs financiers courants".

### Note 10 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
Équivalents de trésorerie	273	632
Disponibilités et comptes courants financiers	349	418
<b>Valeur nette</b>	<b>622</b>	<b>1 050</b>

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués par des titres de créances négociables à court terme.

## Note 11 - Capitaux propres

Autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2009	1 <sup>er</sup> semestre 2008	Exercice 2008
<b>Écarts de conversion des sociétés intégrées</b>			
• Gains (pertes) de la période non réalisés	0	(83)	(35)
• Diminué des gains (pertes) recyclés en résultat net	-	-	-
<b>Variations de valeurs des actifs financiers disponibles à la vente</b>			
• Gains (pertes) de la période non réalisés	(166)	(605)	(1 308)
• Diminué des gains (pertes) recyclés en résultat net	(327)	(47)	(90)
<b>Variations de valeurs des couvertures de flux de trésorerie</b>			
• Gains (pertes) de la période non réalisés	30	11	(59)
• Diminué des gains (pertes) recyclés en résultat net	(36)	(1)	19
<b>Effet d'impôt relatif à ces éléments</b>	<b>60</b>	<b>374</b>	<b>618</b>
<b>Quote-part du résultat global des entreprises associées, net d'impôt</b>	<b>(96)</b>	<b>(11)</b>	<b>49</b>
<b>Total autres éléments du résultat global (après impôt)</b>	<b>(535)</b>	<b>(362)</b>	<b>(806)</b>

Effet impôt relatif aux autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2009			1 <sup>er</sup> semestre 2008			Exercice 2008		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Écarts de conversion des sociétés intégrées	0	(10)	(10)	(83)	(36)	(119)	(35)	32	(3)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(493)	67	(426)	(652)	414	(238)	(1 398)	576	(822)
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie	(6)	3	(3)	10	(4)	6	(40)	10	(30)
Quote-part du résultat global des entreprises associées, net d'impôt	(96)		(96)	(11)	-	(11)	49	-	49
<b>Total autres éléments du résultat global (après impôt)</b>	<b>(595)</b>	<b>60</b>	<b>(535)</b>	<b>(736)</b>	<b>374</b>	<b>(362)</b>	<b>(1 424)</b>	<b>618</b>	<b>(806)</b>

## Note 12 - Autres provisions

(en millions d'euros)	30 juin 2009	31 décembre 2008
Réaménagement des sites miniers et démantèlement des usines de concentration	79	76
Dépollution et reconstitution des autres sites industriels	43	47
<b>Autres provisions non courantes</b>	<b>121</b>	<b>123</b>
Restructurations et plans sociaux	50	62
Provisions pour assainissement courant	99	97
Provisions pour garanties données aux clients	250	252
Provisions pour pertes à terminaison	1 031	792
Travaux restant à effectuer	517	523
Autres	303	356
<b>Provisions courantes</b>	<b>2 251</b>	<b>2 081</b>
<b>Total autres provisions</b>	<b>2 372</b>	<b>2 205</b>



### Contrat de construction de l'EPR de Olkiluoto 3

Conformément à ce qui avait été annoncé le 25 février dernier, les travaux de génie civil du chantier OL3 sont en cours d'achèvement. Le chantier entre dans ses dernières phases, l'installation des tuyauteries puis la mise en service.

Le rythme d'exécution des travaux reste néanmoins fortement pénalisé par l'inadéquation des moyens déployés par TVO pour remplir ses engagements contractuels et notamment respecter les délais contractuels de traitement des documents qui lui sont transmis (11 mois en pratique contre 2 mois contractuellement).

Les mesures d'accélération décidées et annoncées de concert en juin 2008 n'ont pour l'essentiel pas été mises en œuvre par TVO. Parallèlement, les modifications supplémentaires imposées unilatéralement par TVO et exécutées par AREVA ne sont pas accompagnées des avenants contractuellement prévus.

Ce comportement, qui ne correspond pas aux pratiques habituellement observées lors de la construction de centrales clés en main, occasionne des délais et des coûts supplémentaires.

Les multiples propositions de règlement amiable venant du consortium AREVA-SIEMENS n'ayant pas abouti, AREVA a décidé de placer TVO devant ses responsabilités afin de rétablir des conditions normales d'exécution du contrat. Ainsi, AREVA a soumis à son client des documents fixant les modalités opératoires des dernières phases du chantier, conformes aux pratiques habituelles pour la réalisation de grands projets. En conséquence, le démarrage de l'installation, qui reste prévu en 2012, dépendra de l'acceptation par TVO et STUK de ces modalités opératoires et de leur mise en œuvre effective.

Pour tenir compte de cette nouvelle situation et couvrir les surcoûts déjà occasionnés au 1<sup>er</sup> semestre 2009 par le comportement du client, ainsi que des risques liés à sa capacité à s'adapter aux modalités de fonctionnement nécessaires à la poursuite des travaux, AREVA a enregistré un complément de provision de 550 millions d'euros, portant le résultat estimé à terminaison à - 2,3 milliards d'euros.

Afin de faire valoir ses droits, le consortium AREVA-SIEMENS a d'ores et déjà adressé une réclamation de 1 milliard d'euros au titre de la seule période 2004-2006 ; d'autres réclamations sont en préparation. Conformément aux normes comptables, AREVA n'a pas comptabilisé de produit au titre de cette réclamation.

La provision n'intègre pas non plus la réclamation présentée par TVO car le Consortium et ses conseils estiment que les allégations exposées dans cette réclamation sont dénuées de fondement et sans valeur au regard du contrat et du droit finlandais.

Les incertitudes résiduelles liées au chiffrage du résultat à terminaison du projet portent notamment sur l'évolution du comportement du client, l'issue des différends contractuels, la fin des activités de génie civil et d'ingénierie, ainsi que les difficultés potentielles sur les phases de montage, essais et mise en service, liées à la première réalisation physique de l'EPR.

### Note 13 - Dettes financières

<i>(en millions d'euros)</i>	Dettes non courantes	Dettes courantes	30 juin 2009	31 décembre 2008
Options de vente des actionnaires minoritaires	2 064	-	2 064	2 068
Avances rémunérées	79	664	744	727
Emprunts auprès des établissements de crédits	1 965	2 129	4 094	3 582
Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	-	187	187	172
Instruments financiers dérivés	-	41	41	54
Dettes financières diverses	108	10	119	59
<b>Total dettes financières</b>	<b>4 218</b>	<b>3 031</b>	<b>7 248</b>	<b>6 662</b>

### Options de vente des actionnaires minoritaires

Cette rubrique inclut essentiellement les options de vente détenues par Siemens sur sa participation dans le capital d'AREVA NP.

Siemens a décidé d'exercer le 27 janvier 2009 son option de vente de sa participation dans AREVA NP. La procédure de détermination du prix d'exercice de cette option a été engagée début février 2009 conformément aux termes du pacte d'actionnaires. Cette procédure prévoit que, en cas de désaccord entre les parties sur le prix d'exercice de l'option, chaque partie nomme une banque d'investissement qui établira une valorisation. En cas d'écart entre les deux valorisations et si les parties ne parviennent toujours pas à un accord, un expert sera désigné par l'Institute of chartered accountants in England and Wales ; cet expert déterminera

de manière définitive le prix d'exercice de l'option qu'AREVA devra payer à Siemens au plus tard le 30 janvier 2012. Cette dette portera intérêt à partir du 30 janvier 2009, à taux variable jusqu'à la date de fixation définitive du prix de l'option, puis ensuite à taux fixe jusqu'à la date du paiement effectif par AREVA.

Compte tenu de l'incertitude existant sur le prix d'exercice de l'option qui résultera de cette procédure, AREVA a décidé de maintenir dans son bilan au 30 juin 2009 la dette à un montant identique à celui des 31 décembre 2007 et 2008.

#### Note 14 - Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Le détail des transactions entre le groupe et les autres parties liées significatives est présenté ci-dessous :

##### CEA

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
Ventes	318	604
Achats	41	111
Créances sur les entreprises liées	770	761
Dettes envers les entreprises liées	144	119

#### Relations avec les entreprises du secteur public

Le groupe réalise des transactions courantes avec des entreprises du secteur public, essentiellement EDF. Les transactions avec EDF concernent la vente d'uranium, des prestations d'enrichissement, la fourniture de combustible nucléaire, des opérations de maintenance de centrales et des ventes d'équipements, ainsi que des prestations de transport, d'entreposage, de traitement et de recyclage des combustibles usés. Les négociations en cours avec EDF sont décrites en note 7 – Opérations de fin de cycle.

#### NOTE 15 - Engagements donnés et reçus

##### Engagements Hors Bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>	<b>4 427</b>	<b>3 933</b>
Garanties de marché données	3 265	3 153
Autres garanties liées à l'exploitation	361	215
Engagements donnés liés au financement	49	71
Autres engagements donnés	752	494
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>1 033</b>	<b>855</b>
Engagements reçus liés à l'exploitation	739	545
Engagements reçus liés au financement	0	2
Autres engagements reçus	294	308
<b>ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES</b>	<b>4 426</b>	<b>3 036</b>

Les montants ci-dessus reflètent uniquement les engagements que le groupe considère valides à la date de clôture ; de ce fait, ils n'incluent pas les contrats de construction pour lesquels le groupe est en cours de négociation.

##### Engagements donnés

Les engagements liés à l'exploitation représentent près de 80 % des engagements donnés. Ils sont constitués majoritairement de garanties de bonne fin ou de bonne exécution.

Le groupe a donné une garantie maison mère au client TVO dans le cadre du contrat EPR Finlande pour le montant total de son engagement et reçu, de la part de Siemens, une garantie à hauteur de sa quote-part. L'engagement net donné par le groupe est compris entre 1,5 et 2 milliards d'euros. Cette valeur n'est pas intégrée dans le tableau récapitulatif.

AREVA a donné une garantie spécifique sur la propriété des titres du pôle FCI cédé à BAIN. Cette garantie, plafonnée au prix de cession de 582 millions d'euros, n'est pas reprise dans le tableau récapitulatif.

### Engagements reçus

Au 30 juin 2009, les engagements reçus incluent notamment le plafond de la garantie de passif relative aux questions environnementales reçue d'Alstom suite à l'acquisition d'AREVA T&D.

### Engagements réciproques

Le groupe a mis en place en février 2007 une ligne de crédit revolving utilisable en euros et en dollars pour une durée de 7 ans d'un montant de 2 milliards d'euros ; à fin juin 2009, cette ligne est non utilisée.

## NOTE 16 - Autres informations

### Litiges et passifs éventuels

#### > LITIGE USEC

En 2001, le Département Américain du Commerce (DOC) a imposé des droits compensateurs sur les importations en provenance de France, d'Allemagne, des Pays-Bas et de Grande-Bretagne à l'encontre des enrichisseurs européens ; cette action a fait suite aux plaintes déposées en décembre 2000 par l'United States Enrichment Corporation (USEC) à l'encontre d'Eurodif et d'Urenco pour dumping (Anti-Dumping-AD) et subvention (Countervailing Duties-CVD). Le niveau des droits compensateurs appliqués depuis le début des procédures aux exportations d'Eurodif aux États-Unis a conduit à déposer auprès des douanes américaines un total 213 millions de dollars (en cumul, à fin 2008).

Pour sa défense, AREVA a contesté la validité de ces deux mesures douanières devant les tribunaux américains.

Suite aux décisions judiciaires favorables à AREVA en première instance (US Court of International Trade-CIT) et en appel (US Court of Appeals for the Federal Circuit-CAFC), l'ordre CVD (Subventions) a été annulé "*ab initio*" le 25 mai 2007, ce qui déclenche la procédure de remboursement des dépôts CVD (62 millions de dollars plus intérêts).

Par contre, pour ce qui est de la procédure anti-dumping, USEC et le DOC ont fait appel devant la Cour suprême des États-Unis, qui a finalement décidé, le 26 janvier 2009, que le DOC pouvait appliquer les mesures AD aux ventes de services d'enrichissement.

Après la décision de la Cour suprême, AREVA et USEC ont trouvé un accord et ont décidé de mettre fin à leur différend.

Par les termes de l'accord, AREVA et USEC ont demandé et obtenu la suppression de l'ensemble des procédures administratives et judiciaires en cours sur le sujet, à la suite de quoi AREVA obtiendra le remboursement d'une partie importante des droits de douane provisoires versés par le groupe aux États-Unis.

Par ailleurs, l'ordre anti-dumping restera en vigueur jusqu'à son prochain réexamen par l'administration américaine en 2012.

#### > ENQUÊTES EN COURS

Dans le cadre de l'affaire "GIS" (Gas Insulated Switchgear), et suite à la décision rendue par la Commission européenne par laquelle les sociétés ALSTOM et AREVA T&D SA ont été sanctionnées solidairement à hauteur de 54 millions d'euros, le recours exercé par les sociétés susmentionnées à l'encontre de la décision de la Commission est toujours en cours d'examen devant le tribunal de première instance des Communautés européennes.

À ce jour, seules subsistent des investigations complémentaires, dont les enjeux sont moindres, de la part d'autres autorités de la concurrence en République Tchèque, République Slovaque et Brésil.

En République Tchèque, la sanction qui avait été prononcée à l'encontre d'AREVA T&D a été annulée, sur le fondement d'un argument de procédure, par jugement du 25 juin 2008, ce qui a entraîné la restitution à AREVA par les autorités de la concurrence de la somme de 5,7 millions d'euros. Suite à un appel interjeté par les autorités de la concurrence à l'encontre du jugement du 25 juin 2008, la Cour suprême administrative a rendu un jugement le 10 avril 2009 annulant le jugement du 25 juin 2008 et renvoyant donc cette affaire devant la Cour régionale de Brno. La décision condamne également AREVA T&D SA, AREVA T&D AG (Switzerland) et AREVA T&D Holding SA à reverser les amendes (5,33 millions d'euros) qui avaient été remboursées, sous réserve du recours constitutionnel que certaines des autres sociétés condamnées ont décidé d'initier et de la suspension éventuelle du paiement des amendes. L'examen au fond du dossier va donc pouvoir commencer, sous réserve des recours éventuels, en particulier sur le plan constitutionnel, que certaines parties seraient amenés à déposer.

En République Slovaque, le recours exercé par les sociétés AREVA T&D SA, AREVA T&D Holding SA et AREVA T&D AG contre la décision de condamnation pour un montant d'environ 1,5 millions d'euros prononcée le 27 décembre 2007 par l'autorité de concurrence slovaque est toujours pendante. Une communication de griefs a été émise le 18 juin 2009 confirmant la décision de première instance en termes d'imputabilité. Une réduction du montant des amendes est également probable. Une décision finale de l'autorité de la concurrence slovaque est anticipée pour la mi-août 2009.

En Angleterre, la société National Grid a intenté le 17 novembre 2008 à l'encontre des sociétés visées par la Commission européenne dans l'affaire "GIS" une action en dommages et intérêts devant la High Court of Justice de Londres dans laquelle les sociétés AREVA T&D UK Limited, AREVA T&D Holding SA et AREVA SA sont citées. La High Court of Justice de Londres a rendu un jugement le 12 juin 2009 par lequel AREVA T&D UK Limited est écarté du litige en cours et le procès au fond est suspendu jusqu'à l'épuisement des voies de recours au niveau communautaire dans l'affaire "GIS".

La Commission européenne a lancé une enquête dans le secteur des transformateurs de puissance et a adressé le 24 novembre 2008 à plusieurs sociétés du secteur, dont AREVA T&D SA, une communication de griefs. Une décision de la Commission est attendue en septembre 2009.

En avril 2007, ALSTOM et AREVA ont conclu un accord relatif aux obligations de garanties et notamment à la prise en charge par ALSTOM des conséquences financières des enquêtes pour pratiques anticoncurrentielles.

#### **Sanction administrative prise à l'encontre d'une filiale mexicaine d'AREVA T&D**

Au mois de juillet 2004, AREVA T&D S.A. de C.V., filiale mexicaine d'AREVA T&D, a été condamnée par le Secretaria de la Funcion Publica (SFP) à l'amende maximum de 341 000 pesos (approximativement 34 000 USD) et à une interdiction de participer aux appels d'offres publiques pour une période de deux ans. Cette décision a été contestée par AREVA T&D S.A. de C.V., laquelle a engagé une procédure dite "*d'amparo*" visant à mettre en cause la constitutionnalité de ladite décision.

Le 23 août 2007, les juridictions ont rendu une décision sur la seconde procédure "*d'amparo*" qui a dû être engagée par AREVA T&D S.A. de C.V. La Cour a ainsi révoqué la sanction administrative prise à l'encontre d'AREVA T&D de C.V. au motif qu'il existait une prescription concernant l'un des deux appels d'offres analysés et enjoint au SFP de prendre une nouvelle sanction pour l'appel d'offre restant, non atteint par la prescription.

À la suite de cette décision, le SFP a pris une nouvelle sanction – publiée au mois de septembre 2007 – à l'encontre d'AREVA T&D S.A. de C.V. interdisant sa participation à des appels d'offres publics pendant une période d'un an, onze mois et treize jours et la condamnant à une amende de 310 050 pesos.

AREVA T&D S.A. de C.V. a engagé toutes les actions lui permettant d'espérer échapper à la sanction prise à son encontre par le SFP, notamment une action en nullité devant la "Federal Court on Tax and Administrative matters". Aucune action n'ayant prospéré à ce jour et la situation n'ayant pas évolué en 2008, les faits relatés ci-dessus demeurent et la société AREVA T&D SA de C.V. doit donc s'abstenir de participer à des appels d'offres publics jusqu'au 14 octobre 2009, date à laquelle AREVA T&D SA de C.V. devrait donc être en mesure de reprendre rapidement sa participation aux appels d'offres publics au Mexique.

#### **Contentieux CFE/San Nicolas impliquant la filiale mexicaine d'AREVA T&D**

Suite à un incendie qui s'est produit le 19 mars 1998 dans la sous-station de San Nicolas au Mexique, propriété de la société publique d'électricité CFE, deux contentieux opposent AREVA T&D SA de C.V. et CFE sur la responsabilité de cet incident et la répartition des conséquences financières alléguées dans cette affaire. L'un des contentieux devrait se conclure en 2009 de manière favorable pour AREVA T&D. Dans le second contentieux, un jugement favorable aux demandes de CFE a été rendu le 18 juin 2008, condamnant AREVA à rembourser à CFE une somme de l'ordre de 5,7 millions de USD, hors intérêts. Un appel a été interjeté par AREVA à l'encontre de cette décision. Le 3 juillet dernier, la Cour supérieure a rendu une décision entièrement favorable à AREVA, qui peut encore faire l'objet d'un recours constitutionnel par CFE. Le dossier pourrait également trouver une issue par la voie d'un règlement transactionnel.

#### **Note 17 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice**

Il ne s'est produit aucun événement postérieurement au 30 juin 2009 qui soit de nature à avoir une incidence significative sur les comptes du groupe.



**AREVA**

Direction de la Communication Financière  
33, rue La Fayette - F - 75442 Paris Cedex 9

Tél. : 33 (0)1 34 96 00 00

Fax : 33 (0)1 34 96 00 01

[www.areva.com](http://www.areva.com)

**L'énergie est notre avenir, économisons-la!**

